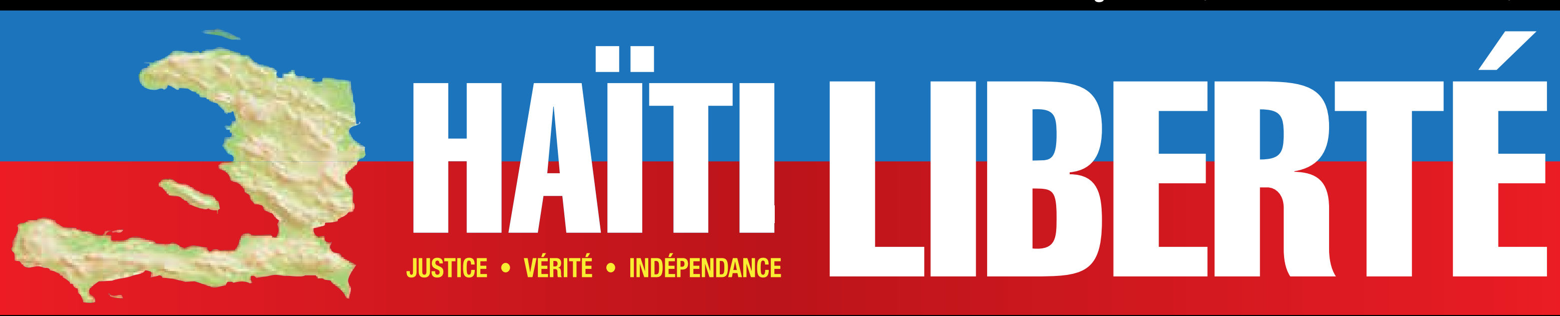
Vol 18 # 06 • Du 7 au 13 Août 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00




1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# QUELLE ÉLECTION POSSIBLE DANS UN PAYS DÉVASTÉ !




Voir page 3

Quelles élections pourraient se tenir dans un pays dévasté ? Quand tous les cadres, jeunes et vieux, ont été contraints d'abandonner le territoire national, où il y a une fuite continuelle de cerveaux et de compétences rentables

# CLASSE D'ÉCOLE POUR LA FORCE KÉNYANE



Voir page 4

Les troupes kényanes de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti, seront bientôt à l'école pour apprendre le créole et le français

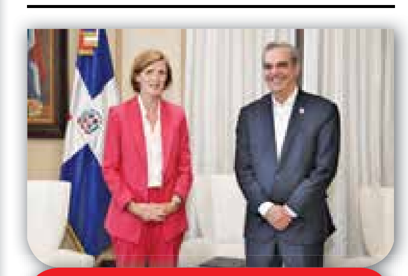


**Kòmandan Misyon Sipò Sekirite Miltinasyonal la rankontre Anbasadè Dominiken Ayiti a**

Page 6

**Voting with Washington at the OAS: Haiti Stabs Venezuela in the Back Again**

Page 9



**Dis-moi qui tu veux... et je te dirai qui tu es !**

Page 7




**Combattre l'impérialisme et la guerre! Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!**

Page 10-11




**Turquie : 103ème jour de grève des travailleurs de la métallurgie**

Page 17




*1583 Albany Ave*
*Brooklyn, NY 11210*
*Tel: 718-421-0162*
*Fax: 718-421-3471*

*3, 2ème Impasse Lavaud*
*Port-au-Prince, Haiti*

*Email :*
*editor@haitiliberte.com*

*Website :*
*www.haitiliberte.com*

*DIRECTEUR*
*Berthony Dupont*

*RÉDACTEUR EN CHEF*
*Victoria T. H. Sylvain*

*RÉDACTION*
*Berthony Dupont*
*Wiener Kerns Fleurimond*
*Kim Ives*
*Guy Roumer*

*CORRESPONDANTS EN HAITI*
*Daniel Tercier*
*Bissainthe Anneseau*

*COLLABORATEURS*
*Marie-Célie Agnant*
*J. Fatal Piard*
*Catherine Charlemagne*
*Pierre L. Florestal*
*Yves Camille*
*Jacques Elie Leblanc*
*Claudel C. Loiseau*
*Henriot Dorcent*
*Dr. Antoine Fritz Pierre*
*Eddy Toussaint*
*Edmond Bertin*
*Robert Garoute*
*Jacques Nési*
*Ed Rainer*
*Elysée Luckner Vil*

*ADMINISTRATION*
*Marie Laurette Numa*
*Didier Leblanc*

*DISTRIBUTION: MIAMI*
*Pierre Baptiste*
*(786) 262-4457*

*COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES*
*Mevlana Media Solutions Inc.*
*computertrusting@gmail.com*


# Vote du Conseil Présidentiel haïtien contre Maduro à l'OEA !

**Par Berthony Dupont**

Aujourd'hui, la domination impérialiste et la survie du système capitaliste se font au prix de la destruction de certains pays défendant leur souveraineté, leur dignité en refusant d'être l'arrière cour de l'impérialisme ou de se soumettre aux diktats, et à l'ingérence systématique des Etats-Unis d'Amérique. C'est le cas de la République du Venezuela qui, depuis l'avènement de la Révolution bolivarienne d'aspiration socialiste impulsé par son feu leader charismatique Hugo Chavez Frias, ne cesse d'être agressée par l'impérialisme occidental et ses laquais locaux de la bourgeoisie et pour enfin faciliter l'accès au pillage des puits de pétrole aux entreprises américaines.

Cette confrontation est l'expression d'une contradiction majeure existant entre les objectifs d'un pouvoir au service du peuple vénézuélien et l'opposition politique à la solde de la bourgeoisie locale et du capitalisme international dont le but principal est de renverser le gouvernement conduit par le Président Nicolas Maduro.

Il est malheureux de constater qu'à la suite de la dernière élection présidentielle, une nouvelle fois, les Etats-Unis lancent une nouvelle offensive à l'égard du Venezuela. Le Secrétaire d'État américain, Antony Blinken, dans un communiqué a déclaré que : *« Compte tenu des preuves écrasantes, il est clair pour les États-Unis et, surtout, pour le peuple vénézuélien, qu'Edmundo González Urrutia a remporté le plus grand nombre de voix lors de l'élection présidentielle du 28 juillet au Venezuela»*. Quel prétexte pour un pays qui se prétend être le champion de la démocratie, mais ne l'admettant seulement que quand elle est conforme à ses intérêts néocoloniaux et capitalistes !

Cette déclaration de Blinken cache, en fait, des desseins inavoués et dangereux. Précédée par une campagne orchestrée et menée tambour battant avec les complicités tacites de certains pays de l'Organisation des États Américains (OEA) et de l'Union européenne (UE) elle n'a surpris, en vérité, personne. Fidèle aux pratiques des puissances impérialistes qu'ils incarnent, certains pays soumis de l'OEA tels que: l'Argentine, le Canada, le Chili, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, la Guyane, Haïti, la Jamaïque, le Panama, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, et l'Uruguay, favorables aux volontés de l'Oncle et de leur Tuteur ont tous choisi de voter tête baissée sous la pression des États-Unis une Résolution cynique pour procéder à une vérification complète des résultats du scrutin.

Heureusement, avec un décompte final de 17 voix pour, aucune contre, la Résolution a échoué. Bravo aux pays frères d'Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Colombie, Grenade, Honduras, Saint-Kitts-et-Nevis et Sainte-Lucie, qui par principe, ont fait abstention. Sans oublié ceux qui se sont absentés pour ne pas être complices de cette mascarade : La Dominique, le Mexique, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago.

En revanche, rien d'étonnant de la trahison d'Haïti à travers son Conseil Présidentiel, cet Exécutif croupion composé des partis et d'organisations montrant davantage leur vrai visage, notamment Fanmi Lavalas, Pitit Desalin et le groupe Montana. Ils se sont nettement démasqués. D'ailleurs leur servilité d'allégeance à l'égard de l'impérialisme les a discrédités jusqu'à perdre toute confiance de la population.

Ce n'est pas la première fois que des gouvernements fossoyeurs d'Haïti se sont rangés du côté des États-Unis pour discréditer le peuple vénézuélien et le gouvernement de Nicolas Maduro jusqu'à le qualifier en 2019 d'« illégitime ». En ce temps-là, ces nouveaux imposteurs critiquaient vertement Jovenel Moïse et tiraient à boulets rouges sur le PHTK. Aujourd'hui, se sont ces mêmes charognards qui font partie d'une alliance contre-nature pour avoir un pouvoir ayant la bénédiction des Etats-Unis. Voilà pourquoi, ils se sont tous alignés sur la position de Washington sans le moindre signe de résistance. Cette action doit être considérée comme une attaque du Conseil Présidentiel de Transition contre un pays progressiste également contre les peuples haïtien et vénézuélien dans la mesure où Haïti est en quelque sorte la mère du Venezuela.

De ce fait, la souveraineté et l'indépendance vénézuélienne menacées ne plairaient certainement pas à Jean-Jacques Dessalines, Francisco de Miranda, Alexandre Pétion et Simon Bolivar. Dans ces circonstances, le seul crime de la Révolution bolivarienne a été de défendre le droit des masses laborieuses et d'améliorer leur sort au quotidien face aux effets dévastateurs du monstre capitaliste, l'impérialisme américain.

Jusqu'où ira cette dérive du Conseil Présidentiel de corruption, ailes gauche et droite confondues qui n'agit point au nom du peuple haïtien mais de celui de l'oligarchie rétrograde, réactionnaire et de leurs alliés corrompus de la classe politique traditionnelle ?

Haïti, on le sait est en ruine, mais avec de dirigeants pareils, elle ne pourra aller nulle part puisqu'ils n'ont pas conscience que la lutte vénézuélienne est aussi la leur. Et que la résistance bolivarienne devrait constituer un exemple pour tous les peuples combattant pour un idéal de dignité, de respect pour imposer enfin leur identité nationale et faire triompher la cause des peuples opprimés et des exploités.

Le mépris des masses populaires, c'est bien là le maître mot expliquant le mieux la collusion criminelle des membres du Conseil Présidentiel et des partis politiques qu'ils représentent. Les masses ouvrières haïtiennes ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour résoudre la situation qui s'empire. Elles doivent agir vite contre cette classe dirigeante avant qu'il ne soit trop tard, c'est-à-dire, écarter cette élite pourrie et les impérialistes de façon à prendre elles-mêmes le pouvoir et le contrôle du pays.

L'administration coloniale d'Haïti n'a pas osé saluer et reconnaitre la victoire électorale et la réélection du Président Nicolas Maduro car elle mise sur la déstabilisation du Venezuela en votant contre lui à l'OEA. Le peuple haïtien pour sa part a réaffirmé lui-même sa solidarité ferme, entière et inébranlable envers les dirigeants vénézuéliens et les avancées démocratiques, les réformes sociales et économiques réalisées par la Révolution bolivarienne et chaviste au profit des plus pauvres. Haïti et le Venezuela, n'ont qu'une lutte commune et un ennemi commun : l'impérialisme !

Vive la révolution bolivarienne ! Vive la révolution socialiste haïtienne à naître !

# Quelle élection possible dans un pays dévasté !



Les neuf membres du Conseil présidentiel mis en place par les États-Unis pour administrer le pays ne savent rien de ce qu'ils font. Ils ne reçoivent que des ordres de leurs chefs.




Le Premier ministre Garry Conille visitant le siège du Conseil Electoral Provisoire




Comme on en voit déjà les signaux, puisque même pour nommer les membres du Conseil Électoral Provisoire, c'est une lutte intestine entre les différents secteurs qui se déchirent pour le choix de leur représentant.

Par Marie Laurette Numa

Les pays impérialistes, Etats-Unis en tête, n'ont ni vu ni entendu. Le Conseil présidentiel qu'ils ont mis en selle doit leur donner par tous les moyens un Conseil Electoral Provisoire (CEP) pour organiser des élections générales dans le pays le plus rapidement possible soit justement au mois d'octobre 2025.

Ce qui les rend capables de penser qu'une élection serait possible, c'est que la situation du peuple haïtien et du pays en général ne les concerne pas. Ce qui est prioritaire pour eux c'est d'atteindre leur objectif en poursuivant jusqu'au bout leur projet qui est de rendre le pays impraticable.

Ce qui se passe en ce moment ne les dérange pas, au contraire, la déstabilisation arrange leurs affaires. Ce n'est pas sans raison qu'ils voudraient organiser des élections dans un pays désorganisé, sans colonne vertébrale, sans tête, sans boussole sans aucun dirigeant valable que leurs pions.

Alors quelles élections pourraient se tenir dans un pays dévasté ? Quand tous les cadres, jeunes et vieux, ont été contraints d'abandonner le territoire national, où il y a une fuite continuelle de cerveaux et de compétences rentables.

Nos citoyens se sont dispersés ici et là à travers le monde comme des juifs errants. Le programme de libération conditionnelle humanitaire appelé visa Biden pourrait paraitre comme une aubaine pour certains ; mais pas pour le pays, car c'est un coup de grâce désastreux détruisant davantage notre statut d'un pays qui toute sa vie ne fait que s'investir dans ses enfants. C'est un pays qu'on est en train de ruiner. Tout ce que font les puissances exploiteuses n'est pas réellement pour le sauver mais pour l'enfoncer davantage dans son malheur.

Ce projet d'élections qui déjà donne du fil à retord pour mettre la machine en marche. C'est du fait que la mentalité du pays n'est pas encore prête pour absorber un tel événement. L'impérialisme veut nous conduire dans le même abime de 2010, quand après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, quatre mois après on a eu un scrutin électoral. Ce gouvernement n'a été qu'un échec complet et cela continue jusqu'à nos jours.

La vérité est que : toute entreprise électorale sans aucune reconstruction sociale et économique de la société haïtienne ne nous mènera nulle part sinon qu'à un autre fiasco bien plus grave que celui que nous vivons actuellement.

Comme on en voit déjà les signaux, puisque même pour nommer les membres du Conseil Électoral Provisoire, c'est un désordre indéfini. Une lutte intestine entre les différents secteurs qui se déchirent pour le choix de leur représentant au Conseil Électoral Provisoire (CEP). Tout cela résulte de la misère et de la pauvreté chronique, en un mot du sous-développement. C'est un sauve qui peut général dans la mesure où chacun essaie de soutirer quelques miettes pour survivre.

D'ailleurs, sur un iceberg, on ne peut rien construire. Sur une maison fissurée par des séismes politiques, on ne peut rien construire dessus sans une complète et parfaite réparation. Le mieux serait d'écraser complètement cette maison et de la reconstruire sous de nouveaux plans et avec des matériaux solides avant d'y habiter.

Les neuf membres du Conseil présidentiel mis en place par les États-Unis pour administrer le pays ne savent rien de ce qu'ils font. Ils ne reçoivent que des ordres de leurs chefs. Ce sont des individus qui n'ont aucune capacité politique, leur seule préoccupation est de se procurer du fric même dans les conditions les plus dégradantes.

Le pays est aux haïtiens pas aux gouvernements américains, canadiens et français. Ce n'est pas à eux de nous dire ce qui est bon pour notre pays, c'est à nous de savoir ce qui est le mieux pour nous et notre pays.

On pourrait faire un millier d'élections que cela n'y changera rien. Toutes les fois nous continuons à fonctionner sur les mêmes bases de corruption, sans une nouvelle mentalité pouvant nous construire de nouveaux citoyens patriotes, justes et honnêtes respectant les lois mères de notre pays.

Changeons d'abord de mentalité, dépouillons-nous donc de nos soi-disant pays amis ou bien qu'ils cessent leurs hypocrisies ! Soyons-nous-mêmes le catalyseur de notre changement. Ainsi nous pouvons devenir le gouverneur de notre destinée de peuple libre et souverain. Et à ce moment là seulement toutes les élections auront leur valeur et leur raison d'être.

# Quel choix en cette conjoncture déplorable ?




**Quel choix ont les progressistes Haytiens? Le choix de la rupture, car rompre avec l'actuelle classe politique est nécessaire**

Par Henriot Dorcent

Quel choix a la jeunesse de notre pays? Quel choix ont les masses populaires en Hayti? Quel choix ont les petits Paysans Haytiens? Quel choix ont les universitaires du pays? Quel choix ont les ouvriers Haytiens? Quel choix ont les habitants des quartiers défavorisés et populaires? Quel choix ont les Haytiens vivant à l'étranger? Quel choix ont les progressistes Haytiens?

Après toutes considérations politiques et idéologiques, les masses populaires et les progressistes Haytiens du territoire national et vivant à l'étranger n'ont absolument qu'un seul et unique choix. Celui de s'organiser de façon autonome pour se soustraire de la domination et se révolter pour construire le socialisme en Hayti où les décisions politiques et économiques seront prises en fonction des besoins du citoyen selon la formule de Louis Blanc dans son organisation du travail en 1839 pour reprendre le contrepied d'Henry Saint Simon : *« à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités »*, un slogan popularisé par Karl Marx dans sa critique du programme Gotha de 1875.

Une alliance sacro-sainte est nécessaire entre les paysans appauvris et les masses des quartiers populaires des grandes villes dans un projet autonome de résistance et de construction d'un parti de lutte de libération nationale avec un programme minimum pour la satisfaction des revendications fondamentales des masses populaires.

Nous n'avons pas d'autre choix, nous ne pouvons compter sur les partis politiques traditionnels alliés aujourd'hui du PHTK pour nous soustraire de la domination impérialiste. Notre seul choix est de nous révolter contre le pillage néocolonial et le gaspillage des ressources financières de L'État, notre choix est de nous révolter contre l'insécurité programmée par le Laboratoire en Hayti, notre choix est de lutter contre la corruption, contre le trafic des stupéfiants, contre le trafic des armes à feu, notre choix est d'aider à l'organisation et à la conscientisation des masses populaires pour une mobilisation générale et permanente en vue de la conquête du pouvoir politique.

Notre choix est de résoudre la crise politique et économique à travers une révolution socialiste. Notre choix est de nous inspirer des luttes de nos ancêtres pour l'indépendance nationale contre le système esclavagiste dans notre lutte contre le capitalisme néocolonialiste, notre choix est de nous inspirer des modèles de lutte de libération nationale de l'Amérique latine, de la caraïbe et de l'Afrique, notre choix est de nous renseigner des luttes des peuples du Sahel, du Venezuela, de Cuba, de l'Angola etc…etc.

Notre choix est de célébrer la victoire de Nicolas Maduro au Venezuela. Sa réélection le dimanche 28 juillet 2024 à 51.2% des voix est le triomphe de la dignité et de la bravoure du peuple Vénézuélien sur les pressions et la manipulation de l'impérialisme occidental. Nos sincères félicitations au gouvernement Bolivarien!

La lutte doit continuer et la participation populaire amplifiée pour maintenir la mémoire du commandante Hugo Chavez.

Notre choix est de construire une véritable idéologie révolutionnaire de la transformation socialiste.

Il ne s'agit pas de distribuer des subventions, de baisser le prix d'un service ou d'instaurer une gratuité sur tel ou tel élément. Il faut transformer la façon de gérer le nouvel État à construire, mener des luttes pour changer les règles, s'approprier collectivement des moyens de production jusque-là privés pour investir de nouveaux champs d'intervention. Sans cela, le nouveau pouvoir de gauche ne sera qu'un simple gestionnaire, et lorsque les ressources financières viennent à manquer pour satisfaire l'ensemble des besoins des masses, l'impérialisme Américain et ses valets locaux reprendront la vielle logique de la trahison, on n'aura pas le choix. Jean Bertrand Aristide n'avait pas eu le choix du tournant de la rigueur, il était forcé de libéraliser le commerce extérieur d'Hayti en réduisant les tarifs d'impôt sur le riz de 35% à 3%, puis viennent les privatisations des entreprises publiques sous prétexte de modernisation, le Ciment d'Hayti, la Minoterie d'Hayti, les contrats de service de production d'électricité de Sogener, Haytian Tractor et récemment E-power, les ports et Wharf privés etc. Etc. Aristide et ses partisans disaient qu'ils n'avaient pas le choix.

Donc, les masses populaires prendront le choix d'aller à la pêche ou à la chasse le jour des élections mascarades à venir, car finalement à quoi ça sert des élus qui n'ont pas de choix.

Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort!

# Classe d'école pour la force kényane



**Les forces kényanes dans les rues de la capitale**

Par Isabelle L. Papillon

Le ministre de l'éducation nationale Augustin Antoine a annoncé le mardi 6 août 2024. dans une conférence de presse en présence du Premier ministre Garry Conille, que l'ouverture des classes pour l'année scolaire 2024-2025 aura lieu le mardi premier octobre 2024 prochain. Cette ouverture selon lui aura lieu sur le thème retenu par le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Menfp) : *« Restaurer l'autorité de l'école »*.

Dans son exposé le ministre a conseillé que *« L'école doit être un ciment, un garant. Et c'est ce garant, qui permettra à tout le monde de faire un cheminement dans la vie. Ce qui signifie que les professeurs doivent être présents en salles de classe. Mais, il faut aussi que l'État les paye, et à l'heure »*

Est-ce dans cet esprit d'apprendre que les forces kényanes mille fois mieux payées que les policiers et militaires haïtiens ont jugé bon d'apprendre quelque chose pouvant sans doute les aider en Haïti. C'est ainsi que le lundi 5 août 2024, le commandant des troupes kenyanes de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (Mmas) en Haïti, Godfrey Otunge a pris la résolution de renforcer les capacités linguistiques et interculturelles de ses troupes en les envoyant en classe d'école pour apprendre le créole et le français. Cet enseignement du Créole et du Français est mis en œuvre en partenariat avec l'Institut français en Haïti. Ce programme d'éducation linguistique pour les forces kényanes est un projet bien huilé qui sera conduit par l'Organisation internationale de la francophonie (Oif) et le Ministère français des affaires étrangères pour améliorer la performance de tout le personnel de la mission, ainsi que son interaction avec le pays hôte, afin de développer une relation de confiance.

Vous voyez combien ils sont chanceux ces kenyans, ils sont payés pour apprendre d'autres langues. Combien d'ouvriers haïtiens vivant dans la misère abjecte dans leur propre pays n'ont pas cette opportunité d'apprendre l'abcd, sans oublier les policiers haïtiens qui n'ont jamais reçu aucun encouragement voire une assistance à la connaissance?

La Mission multinationale d'appui à la sécurité est très satisfaite de cette démarche et a indiqué qu' *« à l'avenir, la barrière de la langue sera une chose du passé. Car, les policiers seront habilités, avec des compétences et des connaissances pour communiquer et interagir avec les haïtiennes et haïtiens locaux, qui les ont accueillis dans le pays »*

## DANS LE BAS ARTIBONITE À ST MARC

*Échec d'une tentative de déguisé sous la bannière d'une action en nullité de divorce*

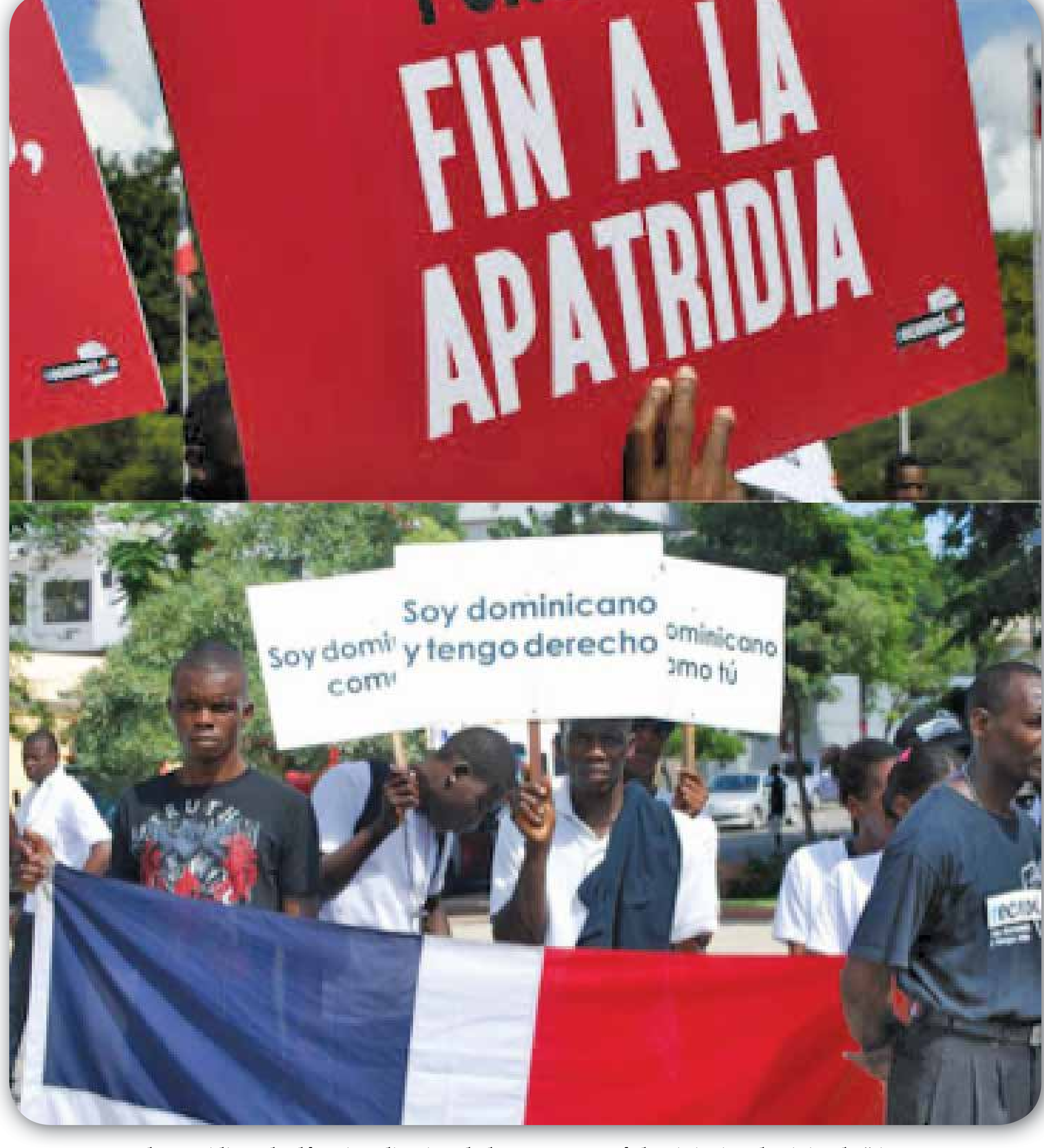
Une dame du nom de **Marie Odette Garçon**, alias **Bernadette Marius**, tenta, mais, en vain, de faire revivre son mariage dissout depuis plus de quarante-deux ans (42) longues années, par une action en nullité de divorce, dont la toile de fond n'est autres que le souci de s'approprier de l'immeuble d'en face du Palais de Justice de cette ville, propriété de Me Lazarre Volcy, avec lequel immeuble, elle n'a aucun rapport de fait, ni de droit. Le Tribunal de première instance de Saint Marc saisi, a rendu, en audience publique et en ses attributions civiles, le 8 Juillet 2019 le jugement, dont suit la teneur :

Par ces motifs sur les conclusions conformes du Ministère public déclare irrecevable, cette action en nullité de divorce intentée par la requérante pour cause de tardivité, car le jugement est atteint l'autorité de la chose souverainement jugée.
Donné de nous, Me Widline Guerrier PLACIDE, avocat, juge en audience ordinaire et publique, le (08 ) juillet deux mille dix neuf (2019), An 216ème de l'indépendance nationale, en présence de Feronel FILS-AIMÉ, notre greffier.
Il est ordonné .....etc..... En foi de quoi..... etc. ....
**Me Lazarre Volcy, Avocat**

# À l'occasion de la Journée internationale des femmes noires, latino-américaines et caribéennes, nous réaffirmons notre lutte contre les gouvernements capitalistes, le patriarcat et le racisme



**Fini les troupes africaines et caricomiennes au service de l'impérialisme en Haïti !**




**Contre l'apatridie et la dénationalisation de la communauté dominicaine d'origine haïtienne !**

Par Unité internationale des travailleurs

Chaque 25 juillet, depuis l'Unité internationale des travailleurs - Quatrième Internationale - nous nous joignons à la commémoration de la Journée internationale des femmes d'ascendance africaine, également appelée Journée des femmes afro-latines, afro-caribéennes et de la diaspora, et dans le cas du Brésil National Tereza de Benguela et les femmes noires. C'est le jour de tous les descendants des victimes de la traite transatlantique des esclaves depuis l'Afrique jusqu'au continent américain et aux Caraïbes, élément décisif des processus de colonisation, de pillage et de pillage des peuples d'Amérique et d'Afrique par les puissances européennes depuis le XVe siècle. La violence du colonialisme, avec son héritage de surexploitation, d'oppression et de discrimination contre les peuples d'ascendance africaine et les femmes, a été un pilier fondamental de l'émergence du capitalisme dans le monde et, à travers ce système, se poursuit encore aujourd'hui.

Dans ce cadre, ce sont les femmes d'ascendance africaine qui souffrent le plus de la crise capitaliste et des plans d'ajustement mis en œuvre par les gouvernements du monde entier, qui provoquent davantage de chômage, de misère, de conditions de vie terribles pour les travailleurs, d'inégalités sociales, d'insécurité de l'emploi, absence de protection sociale, discrimination et violence de genre. Et les femmes d'ascendance africaine sont les principales victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Selon le rapport des Nations Unies sur la drogue et le crime (ONUDC), 70 % des victimes sont majoritairement des femmes, noires et pauvres.

Malgré le déni de certains gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes, les femmes d'ascendance africaine continuent de souffrir du racisme structurel qui caractérise nos sociétés capitalistes et impose à leurs communautés la marginalisation et la pauvreté, ainsi que l'invisibilité de leur existence, la stigmatisation de ses expressions culturelles et la persécution, l'hypersexualisation et le profilage racial de ses membres et les migrations forcées. Dans les pays impérialistes et les pays de transit des migrants, ce racisme structurel se conjugue avec la xénophobie et le sexisme, lorsque les femmes d'ascendance africaine émigrent à la recherche d'une vie meilleure pour nous-mêmes et pour nos familles, étant trafiquées, victimes de trafic, emprisonnées et persécutées à la fois par réseaux criminels, ainsi que par les gouvernements capitalistes eux-mêmes.

L'extrême droite concentre sa violence discursive et physique contre les femmes d'ascendance africaine, avec des théories du complot comme le « grand remplacement » ou « l'invasion de l'utérus », pour attiser la haine misogyne et raciste, atteignant des extrêmes comme l'enfermement dans des camps de concentration aux États-Unis ou le refus de la nationalité aux femmes dominicaines d'origine haïtienne en République dominicaine, leur détention arbitraire avec les immigrantes haïtiennes dans les hôpitaux, les séparant même de leurs fils et filles. Au Brésil, malgré le fait que la majorité de la population soit noire et/ou brune, les données sur le racisme et la discrimination sont alarmantes, puisque les femmes noires sont les principales victimes de violence de genre, de précarité de l'emploi, étant assignées, dans leur majorité, à Travail domestique. L'État et les gouvernements sont responsables du meurtre de la population noire dans les communautés pauvres.

De son côté, en Europe, les politiques racistes et xénophobes s'intensifient avec le nouveau Pacte sur les migrations approuvé par le Parlement européen. Avec cet accord défendu par des gouvernements de tous bords, les expulsions et la répression aux frontières vont encore s'accentuer et permettront à chaque État de rejeter les demandes d'asile et de refuge en payant pour chaque migrant. Ceci, ajouté aux lois répressives et discriminatoires sur l'immigration, ne fait qu'aggraver les conditions de vie de milliers de femmes racialisées.

Partout dans le monde et notamment dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la dette extérieure utilisée pour piller les pays pauvres a pour conséquence directe l'augmentation de la surexploitation de la classe ouvrière, en particulier des femmes noires. Il est donc nécessaire de lutter pour ne pas payer la dette publique et pour imposer des impôts élevés aux grandes fortunes, afin que l'argent soit garanti pour les politiques publiques en faveur des femmes noires.

Dans le même temps, les femmes d'ascendance africaine font partie de l'avant-garde de la lutte de la région contre la violence sexiste et raciste, pour l'égalité des droits du travail et la liberté d'association, contre les abus policiers et les autorités de l'immigration, pour le droit à l'avortement, contre les stérilisations forcées, pour de meilleurs salaires et conditions de travail, contre la traite, contre les méga-exploitations minières, pour le droit à l'eau et à la terre, contre la discrimination contre la diversité sexuelle, pour le droit à une éducation de qualité et à la santé publique, en vedette dans les luttes de la classe ouvrière, dont ils en font partie, et reconnaissant que pour parvenir à l'unité des travailleurs, il est nécessaire de lutter contre le racisme et le sexisme dans leurs propres rangs.

En cette date, et dans le cadre de la lutte contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme structurel et pour le socialisme, dans la région latino-américaine et caribéenne, nous disons :

Non au paiement des dettes extérieures et aux impôts sur les grandes fortunes ! Budget pour les politiques publiques en faveur des femmes noires et migrantes !

Fini les troupes africaines et caricomiennes au service de l'impérialisme en Haïti !

Contre l'apatridie et la dénationalisation de la communauté dominicaine d'origine haïtienne ! Contre les politiques xénophobes et racistes du gouvernement dominicain envers les femmes haïtiennes Pas une de moins, on s'aime vivant ! Contre les féminicides, la culture du viol et le racisme structurel !

Démanteler les réseaux de trafic à des fins d'exploitation sexuelle ! Punition des trafiquants, des fonctionnaires et des hommes d'affaires complices !

L'éducation sexuelle pour décider, les contraceptifs pour éviter l'avortement et l'avortement légal pour éviter de mourir !

A bas le Pacte européen sur les migrations ! Abrogation des lois sur l'immigration. Rôles et droits de tous les migrants.

Frontières ouvertes, personne n'est en situation irrégulière ! Plein respect des droits des migrants !

**Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine 25 Juillet 2024**

# ULCC kesyone Prezidan Konsèy Administrasyon bank nasyonal kredi a



Raoul Pierre-Louis



Konseye prezidan yo Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire ak Gérald Gilles

Lendi 5 out 2024 la, envestigatè nan Inite Anti-Koripsyon (ULCC) te kesyone Prezidan Konsèy Administrasyon an, Raoul Pierre-Louis. Kote misye te pase plis pase 7 èdtan ap reponn kesyon sou dosye koripsyon ki enplike twa Konseye-Prezidan ki se Smith Augustin, Gérald Gilles ak Emmanuel Vertilaire.

# Kòmandan Misyon Sipò Sekirite Miltinasyonal la rankontre Anbasadè Dominiken Ayiti a

Godfrey Otunge, ki se kòmandan Misyon Sipò Sekirite Miltinasyonal (MMAS), li te vizite jou madi 6 out 2024 la anbasad Repiblik Dominiken an Ayiti, kote l te rankontre Anbasadè Farouk Miguel Castillo.



Godfrey Otunge ak Anbasadè dominiken an Farouk Miguel Castillo

# Mwen sonje

Eske ou sonje?
Mwen sonje....!
Bouch Msye te chape.
Li te di : “ Se rat kay kap manje pay kay”
Msye te gen rezon :
- Nan paleman..rat..rat...
-Nan Ladwann...rat...rat....
-Nan Kontribisyon...rat..rat...
-Nan “Tribinal”...rat..rat..
-Nan “Primati “ menm .
Se la Gwo rat yo chita:
- Yap manje
-Yap devore
-Yap voltije agòch-adwat
Vant yo plen
Yo sal
Tout biwo...tout papye konstitisyon
Ak dechè
Gwo dechè ki soti nan vant...
Lè sa a
Msye pa ka respire ankò
Li pran lari...li pran kouri...
Pèp la rele : Bare!,,Bare!...
Men yon Gwo rat ki pran lari...
Bare !...Bare...!

**Cauvin Paul**

# Dis-moi qui tu veux... et je te dirai qui tu es !



L'administratrice de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Samantha Power, s'est entretenue avec le président de la République dominicaine, Luis Abinader.

Par Narciso Isa Condé

*Dédié au président de la République dominicaine, Luis Abinader Corona, pour ses services à la Maison Blanche et à « l'État profond américain »*

Luis, dis-moi qui tu aimes et avec qui tu es, pour que je puisse te dire qui tu es. Vous n'avez même pas besoin de le dire à voix haute, vos actions sont claires.

Je vous vois très affectueux envers l'USAID, une généreuse agence partenaire de la CIA, et j'observe que la CIA adopte volontiers le DNI.*

Ce n'est un secret pour personne que la DNCD** travaille main dans la main avec la DEA et que le FBI et d'autres forces de police peu recommandables continuent de protéger la fausse « *réforme de la police* ».

Vous avez remis la frontière au Commandement Sud du PENTAGONE, y compris le mur et Puerto Manzanillo ; De plus, ses dirigeants transnationaux supervisent fréquemment cette place caribéenne et opèrent même militairement aux côtés de la DEA et de la DNCD.

Luis, il est impossible d'ignorer que dès que le général chargé des affaires du PENTAGON dans cette région a avoué son intérêt pour les minéraux stratégiques, vous avez discrètement accordé à l'armée américaine l'exploration des « *terres rares* » frontalières.

Vous n'avez pas besoin de nous avouer votre complaisance à l'égard de ces troupes impériales, le sentiment qui vous anime et rend public l'accord pour une action commune contre Notre Amérique est évident.

Luis, il est évident que l'affection que tu professes pour le Colosse Blanc du Nord Brutal est aussi grande que le mépris que tu éprouves pour la république noire d'Haïti ; Votre intérêt passionné pour la nouvelle agression militaire étrangère contre la patrie de Toussaint Louverture et de Jean-Jacques Dessalines a déjà été démontré.

La même affection a motivé votre engagement désastreux dans la conspiration américaine, utilisée sans succès pour imposer l'imprésentable et corrompu Juan Guaido, comme président du Venezuela.

Des affaires similaires vous ont poussé à impliquer notre pays dans l'aventure du groupe de pays qui fait désormais cause commune avec l'opposition laquais et néofasciste vénézuélienne qui, supervisée par les États-Unis, a tenté un coup d'État cyber-médiatique et une violente action déstabilisatrice, également vouée à l'échec.

Il est documenté et dénoncé que ce projet séditieux a bénéficié de l'aide perverse de groupes de criminels vénézuéliens et de paramilitaires d'Uribe ; organisé par la CIA pour promouvoir des actions terroristes au Venezuela, dans le cadre d'un plan qui comprend de multiples sabotages et de nouvelles modalités d'intervention militaire parrainées par le Commandement Sud.

Luis : Vos affections sont aussi claires que vous l'êtes et qui vous servez. L'attribut de « démocrate complet » ne vous convient en aucun cas, puisque vous avez décidé d'agir aux côtés du néo-fascisme continental et de soutenir une option présidentielle à essence criminelle, affiliée à la CIA. Vous avez dépassé votre rôle bien connu de gouverneur de colonie.

**Ndlr.**

***DNI**. [*Director of national intelligence*] Le directeur du renseignement national (DNI) est un haut fonctionnaire du gouvernement des États-Unis, chargé par la loi de 2004 sur la réforme du renseignement et la prévention du terrorisme de diriger la communauté du renseignement des États-Unis (IC) et de diriger et superviser le programme national de renseignement.

** **DNCD** [*Dirección Nacional de Control de Drogas*]

**Aporrea News 04 Août 2024**

# Le feuilleton kenyan en Haïti !




**Des vols d'avions militaires américains transportant du personnel civil sous contrat, des matériels et des fournitures à l'aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, Haïti.**

Par Catherine Charlemagne

*(16e partie)*

Durant près de trois mois - mars à mai - les port-au-princiens avaient assisté à un flot continu d'atterrissages et de décollages d'aéronefs militaires de l'Oncle Sam sur le tarmac de l'aéroport Toussaint Louverture transformé en base militaire provisoire. Entre début mars et fin avril 2024, pas moins d'une centaine de vols de l'armée américaine ont été signalés sur l'aéroport. Un véritable pont aérien mis en place par le Commandement Sud de l'armée américaine (SOUTHCOM) placé sous l'autorité de la générale Laura Richardson qui justifiait ces rotations militaires par l'envie des Etats-Unis de trouver une solution à la crise haïtienne. Le mardi 8 mai 2024, un communiqué du Commandement Sud américain se veut être rassurant en informant le pays sur les multiples rotations d'avions dans le ciel de Port-au-Prince alors qu'officiellement l'aéroport est censé être fermé au trafic aérien.

Compte tenu que les autorités intérimaires n'étaient pas en mesure de le faire, n'ayant elles-mêmes aucune information de ce qui se passait à l'aéroport sur le plan militaire et sans doute n'étaient-elles peut-être pas autorisées à le faire, le gouvernement américain jugeait utile d'informer luimême la population haïtienne. Ainsi, un certain Steven McLoud du département de la communication du Commandement Sud de l'armée américaine avait communiqué ceci le 8 mai 2024 : *« Alors que les efforts se poursuivent pour parvenir à un Haïti plus stable et prospère, le Commandement Sud des États-Unis a coordonné plusieurs vols d'avions militaires américains transportant du personnel civil sous contrat, des matériels et des fournitures à l'aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, en Haïti.*

*Du 3 au 5 mai, les premiers contractants civils transportés par avion ont travaillé avec les responsables de l'aéroport haïtien pour sécuriser l'équipement et les fournitures qui sont arrivés en Haïti. Les contractants supplémentaires qui ont été récemment transportés sont là pour installer la zone de vie temporaire pour l'arrivée éventuelle de la Mission multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS). Cette mission est rendue possible grâce à la coordination et au soutien continus des parties prenantes haïtiennes qui s'efforcent de maintenir l'aéroport ouvert et de poursuivre les opérations.*

*Les Etats-Unis continueront à fournir un soutien solide et multiforme à Haïti, alors que le pays se dirige vers un avenir plus sûr et plus prospère »* conclus le communiqué. Dans un souci de transparence sans doute, le vendredi 10 mai 2024, le Département américain de la Défense (Pentagone) à Washington jugeait nécessaire de faire un premier décompte des matériels et autres équipements déjà livrés en Haïti dans le cadre du déploiement militaire. Dans une infographie publiée sur le compte Facebook de l'institution, les autorités militaires avisent le public d'*« Avoir effectué à date 21 vols cargo qui ont délivré en Haïti 577 tonnes de matériels, à savoir des équipements lourds, des outils de construction, des équipements médicaux, des produits d'hygiène et de sanitaire, de la nourriture. Ce support vise à rétablir la sécurité à l'aéroport international Toussaint Louverture, préparer l'arrivée de la mission multinationale de soutien à la sécurité.*

*En février et mars 2024, le Secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a promis 300 millions de dollars pour supporter la Mission multinationale d'appui à la sécurité. La MMSS a été établie en réponse à la requête d'un support international pour faire face à l'insécurité et créer les conditions sécuritaires pour la stabilité et la croissance du pays ».* Cinq jours plus tard, soit le 15 mai 2024, ce sont 32 avions militaires qui avaient atterri à Port-au-Prince et 835 tonnes de matériels livrés aux entreprises américaines qui construisaient les bases. Toujours ce même 15 mai 2024, le très sérieux quotidien américain *The New York Times* venait confirmer que le déploiement était imminent, en tout cas, c'était prévu pour la fin du mois de mai dans la mesure où l'ambassadeur américain en Haïti, Dennis B. Hankins disait :

« Avec les efforts du gouvernement américain et la coopération du gouvernement haïtien, avant la fin du mois de mai, toutes les conditions pour accueillir les premiers contingents kényans seront réunies. Après le Kenya, ce sera au tour des troupes des autres pays de rejoindre la mission. L'ambassadeur américain Hankins, est convaincu que dès le premier mois du déploiement des troupes de la Mission d'appuie à la PNH, qui vise à faire échec aux gangs armés dans la capitale, il y aura un grand changement en terme de résultat palpable. Toutefois, il précise que c'est au gouvernement haïtien de fixer ses priorités. Quelque 400 hommes provenant de deux unités paramilitaires kényanes, formant le premier contingent, se regroupent actuellement en prévision de leur départ pour Haïti, accompagnés d'un personnel de soutien d'une centaine de personnes dont des médecins.

*Aucune date précise n'a été rendue publique pour leur arrivée, mais cela devrait se produire ce mois-ci. Ces hommes ont reçu une formation physique et un entraînement au maniement des armes par des membres des personnels de sécurité kényan et américain, ainsi que des informations détaillées sur le fonctionnement des gangs haïtiens. Ils ont également suivi des cours de français et sur les droits de l'homme. Ils se disent impatient d'être en Haïti »* rapportait *The New York Times* dans son édition du 15 mai 2024. Cette information devenait encore plus crédible après que le Secrétaire d'État adjoint chargé des Affaires Internationales, Todd D. Robinson, ait déclaré dans la presse kenyane « *Qu'un premier contingent de 200 policiers kényans devrait débarquer à Port-au-Prince la semaine prochaine. Il s'agit d'officiers d'élite issus de l'Unité de reconnaissance de la police kenyane, de la force de déploiement rapide et du groupe d'opérations spéciales ayant combattu le groupe terroriste Al-Shabaab à la frontière entre le Kenya et la Somalie. Ce premier contingent de la mission en Haïti devrait quitter le Kenya pour Haïti entre le 18 et le 22 mai* ».

Trois jours plus tard, à Nairobi, les opposants politiques au Président William Ruto, revenaient à la charge. Le 17 mai 2024, en effet, au moment où les nouvelles autorités haïtiennes, les 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), s'apprêtaient à commémorer à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien le bicolore national, au Kenya, les avocats Ekuru Aukot et Miruru Warweru, chefs du parti Thirdway Alliance, tentaient de faire une nouvelle fois obstacle à la présidence kenyane en déposant une nouvelle requête devant un tribunal de Nairobi, avait rapporté l'Agence *Reuters* le vendredi 17 mai 2024. Les deux leaders politiques estimaient qu'en signant un accord de réciprocité avec Haïti sans l'approbation du Parlement, William Ruto voulait passer en force, en désobéissant de manière flagrante à l'ordonnance du juge de la Haute cour de Nairobi, Enock Chacha Mwita et dans ce cas, il deviendrait coupable d'outrage à la justice. Mais, cette requête n'eut pas de conséquence sur le processus de déploiement. Et pour cause.

Le Président Ruto n'avait même pas pris la peine de répondre à ses adversaires politiques dans la mesure où la justice n'avait point donné de suite. Par ailleurs, en Haïti, les autorités tentaient de revenir à une situation plus normale. Le lundi 20 mai, le premier vol commercial international était arrivé à l'aéroport Toussaint Louverture. Comme par hasard, il s'agissait d'un vol de la compagnie haïtienne, *Sunrise Airways*, ayant à son bord une forte délégation de hauts responsables de la police kenyane conduite par l'Inspecteur général, Noor, venue en éclaireur à Port-au-Prince, selon *The Star.co.ke*, un média en ligne du Kenya. La délégation a séjourné durant plus d'une semaine dans la capitale haïtienne et avait eu des rencontres avec tous les principaux responsables du dossier du déploiement en Haïti, entre autres l'ambassadeur américain à Port-au-Prince, Dennis B. Hankins. La veille, le 19 mai, les autorités policières haïtiennes, sur la page Facebook de l'institution, annonçaient que *« Le Directeur Général de la PNH, M. Frantz Elbé, accompagné des membres du Haut Commandement de la PNH, a reçu, ce dimanche 19 mai 2024, à l'Aéroport International Toussaint Louverture, un lot de dix véhicules blindés offerts par le gouvernement américain, par le biais de l'International Narcotics And Law Enforcement (INL).*

*La réception de ce lot de matériels s'est déroulée en présence de l'Ambassadeur des États-Unis en Haïti, M. Dennis Bruce Hankins. Ces (10) blindés visent à contribuer au renforcement des capacités opérationnelles de la Police Nationale d'Haïti afin de continuer à lutter contre le grand banditisme sous toutes ses formes ».* Par ailleurs, la semaine du 20 au 23 mai 2024 a été celle du Kenya aux Etats-Unis, notamment, à Washington où le Président américain, Joe Biden, devait recevoir en grande pompe son homologue du Kenya, William Ruto, dans le cadre du 60e anniversaire de partenariat et de bonnes relations entre les Etats-Unis et le Kenya. *« Aujourd'hui, nous honorons 60 ans de relations entre nos deux pays.*

*C'est clair que nos deux peuples sont les vraies forces de ce partenariat qui fonctionne bien »* devait déclarer l'occupant de la Maison Blanche le 22 mai 2024 en accueillant William Ruto. Cette histoire de retrouvaille pour le 60e anniversaire des liens d'amitié, c'est pour l'affiche officielle. En réalité, la visite du leader kenyan à la Maison Blanche au cours de ce mois de mai coïncidait aux derniers préparatifs du débarquement militaire des deux pays en Haïti sous l'égide officiel des Nations-Unies suite à la Résolution 2699 du Conseil de sécurité. Le chef de l'État kenyan était à Pennsylvania Avenue ou America's Main Street, entre autres, pour négocier la dote que devait verser Washington à Nairobi pour ce service hautement utile pour le gouvernement américain dans son Pré-carré antillais.

Certes, William Ruto avait en quelque sorte peu joué à la langue de bois quand il répondait le jeudi 23 mai aux questions du journaliste de *Jeune Afrique* qui l'interrogeait sur l'envoi des policiers kenyans en Haïti « *Nous ne faisons pas cela pour les USA ni pour personne. Nous le faisons pour l'humanité et parce que les gens d'Haïti sont des Africains. Nous n'avons pas commencé avec Haïti. Le Kenya a participé à 47 missions de maintien de la paix dans différents pays. Nous avons une grande tradition d'efficacité. Nous allons en Haïti parce que nous croyons que les enfants d'Haïti ont besoin d'aide* » avançait le Président kenyan.

Peu avant, criblé de questions des autres médias sur cette Mission Multinationale dans les Caraïbes, William Ruto avait expliqué qu'il s'agissait de la responsabilité de son pays de s'engager dans des missions de paix à travers le monde. *« Le Kenya estime que la responsabilité de la paix et de la sécurité partout dans le monde, y compris en Haïti, est la responsabilité collective de toutes les nations et de tous les peuples qui croient en la liberté, l'autodétermination, la démocratie et la justice. C'est la raison pour laquelle le Kenya a pris cette responsabilité »*, disait-il. En outre, lors de cette conférence de presse commune, toujours à la Maison Blanche, le Kenyan qui répondait à une question sur la détermination des gangs qui disaient vouloir résister à la force multinationale avait déclaré *« Le Kenya et d'autres pays qui se déploieront en Haïti ont pour objectif de sécuriser ce pays et de briser les gangs et des criminels qui ont infligé des souffrances indicibles à ce pays. Les gangs et les criminels n'ont pas de statut. Ils n'ont pas de religion.*

*Cette mission internationale s'occuperait d'eux avec fermeté et détermination, dans le respect de la loi »* rapporta *Associated Press*, du 23 mai 2024. D'autre part, les journalistes s'adressant au Président américain, voulaient savoir pourquoi les Etats-Unis n'emploient pas officiellement leurs propres soldats dans la mission de l'ONU, *« Joe l'endormi »* comme l'appelle son ennemi intime, Donald Trump, avait répondu par une pirouette « Haïti se trouve dans une région des Caraïbes très instable. Il se passe beaucoup de choses dans cet hémisphère. Nous sommes donc dans une situation où nous voulons faire tout ce qui est en notre pouvoir sans donner l'impression que l'Amérique, une fois de plus, s'impose et décide ce qu'il faut faire » cité toujours par l'*Associated Press* du 23 mai 2024. Dans la foulée, une rumeur avait même saturé les réseaux sociaux haïtiens annonçant une visite probable du Président kenyan à Port-au-Prince au moment où une « forte délégation de reconnaissance de son pays était sur place pour examiner en détails les préparatifs nécessaires à l'arrivée des premiers contingents kenyans.

Et surtout coordonner les efforts entre les différentes parties prenantes et enfin d'évaluer la situation sur le terrain afin de déterminer les premières actions à entreprendre avant le déploiement » *Miami Herald* datant du 20 mai 2024. Naturellement, il n'a jamais été question que William Ruto vienne en Haïti au moment où le CPT, en plein tâtonnement et dans une guerre de leadership au sein de cette structure, ouvrait le processus de nomination d'un nouveau chef de gouvernement qui devait assurer la bonne marche de la transition sous l'œil perçant de ses tuteurs de la Communauté internationale, particulièrement, Washington. Par ailleurs, le mardi 21 mai, le CPT avait annoncé qu'il a tenu une séance de travail avec le haut État-major de la police nationale. Cette réunion portait sur le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti qui, selon un communiqué, devait se réaliser à la fin du mois de mai 2024. Selon le terme du communiqué, c'est la police haïtienne qui devait avoir le contrôle global des opérations de la mission sur le terrain. *« Le Conseil Présidentiel de Transition a eu, ce mardi 21 mai 2024, une séance de travail très fructueuse avec le haut État-major de la Police Nationale d'Haïti.*

*C'était l'occasion pour le CPT d'échanger avec le DG et les membres de la hiérarchie de l'institution policière autour de l'opérationnalisation de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité. Haïti, à travers la Police Nationale d'Haïti, aura le contrôle global en ce qui concerne les opérations de ladite mission sur le terrain. Qu'il s'agisse de la composition, des objectifs, des règles d'engagement et du contrôle sanitaire des troupes, tout sera coordonné et supervisé par les autorités policières haïtiennes. À noter que la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité, créée par la Résolution 2699 du Conseil de sécurité, devrait être déployée en Haïti avant la fin du mois de mai en cours »* indiquait le communiqué du Conseil Présidentiel de la Transition. Comme l'on peut

*suite à la page(16)*




**L'ambassadeur américain à Port-au-Prince, Dennis B. Hankins et le Directeur Général de la PNH, M. Frantz Elbé, à l'Aéroport International Toussaint Louverture**

## *Voting with Washington at the OAS:*
# Haiti Stabs Venezuela in the Back Again



**Haiti's ambassador to the OAS Gandy Thomas voting to support Washington's resolution against Venezuela at the OAS special meeting of Jul. 31, 2024.**


**Wide shot of the OAS special meeting in Washington, DC on Jul. 31, 2024, where the resolution against Venezuela failed to pass.**

by Kim Ives

The Permanent Council of the Organization of American States (OAS) called a special meeting at its Washington, DC headquarters on Wed., Jul. 31, 2024 to discuss the Jul. 28 Venezuelan presidential election.

According to the latest counts issued by Venezuela's National Electoral Council (CNE), President Nicolas Maduro won that contest with 51.95% (6.4 million votes) compared to 43.18% (5.3 million votes) for U.S.-backed opposition candidate Edmundo González.

Once again, Washington seeks to subvert Venezuela's sovereign vote, as it previously did in 2006, 2012, 2013, and 2018, in short, ever since the "Bolivarian Revolution" began with Hugo Chavez's electoral victory in 1999.

The U.S. and European mainstream media have launched a withering barrage of reports and editorials charging that there was massive fraud, echoing the far-fetched claims of Venezuela's far-right opposition, led by political activist María Corina Machado for whom González is a surrogate, that they won the election with 67% of the vote. U.S. Secretary of State Anthony Blinken embraced the fabrication, saying on Aug. 2 that González had received "the most votes," although State Department spokesman Matthew Miller backtracked a bit on Aug. 5, saying that Washington had not yet recognized González as the president-elect.

On Aug. 6, the CNE submitted its electoral tallies for verification to Venezuela's Supreme Court of Justice (TSJ), which Maduro had asked to review the results. The tallying, announcement, and propagation of the results have been undermined by computer attacks of "unprecedented magnitude" – one crippling the CNE's website and the other slowing the vote counting computers (which are not connected to the internet) – according to *Orinoco Tribune*.

The OAS convocation was to be expected, in collusion with Washington's Latin American allies – principally Argentina's President Javier Milei, Chile's President Gabriel Boric, Peru's coup-imposed President Dina Boluarte, and Guyana's President Irfaan Ali.

A draft resolution was presented to the 28 nations assembled. Four nations – **Dominica, Mexico, St. Vincent and the Grenadines**, and **Trinidad and Tobago** – did not attend. The text began by "noting with concern widespread and insistent allegations of irregularities during the electoral process" and asked for the CNE to "publish immediately the presidential election voting results at the level of each polling station," an impudent intrusion into a sovereign electoral process of a nation whose voting system has been widely judged to be excellent.


**Venezuelan President Nicolas Maduro has asked that the Supreme Court to intervene and verify the electoral results.**

The resolution needed 18 votes to pass. Eleven nations abstained from the vote: **Antigua and Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Bolivia, Brazil, Colombia, Grenada, Honduras, St. Kitts and Nevis**, and **St. Lucia**.

That left only 17 to vote in favor: **Argentina, Canada, Chile, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Guyana, Jamaica, Panama, Paraguay, Peru, Suriname, United States, Uruguay**… and **Haiti.** Thus the resolution failed.

Haiti's slap across Venezuela's face is particularly ironic. From 2008 to 2018, Venezuela provided Haiti with about 44 million barrels of discounted petroleum products for a total value of $4.24 billion. What's more, Venezuela allowed Haiti to channel 40% of those petroleum revenues into a specially-loaned PetroCaribe development fund – to build schools, hospitals, and infrastructure – repayable after 25 years at only 1% interest.

On top of that, over those years, Venezuela built and upgraded airports, power plants, roads, and other infrastructure for Haiti. After the 2010 earthquake, it gave $1.3 billion in aid and cancelled $395 million of PetroCaribe debt.

That's why when President Jovenel Moïse first betrayed Venezuela in 2019, it sparked universal outrage and stoked his opposition's demonstrations.

Even more ironically, many of the politicians and political parties in Haiti's current government were among those who criticized Moïse. Now they are doing the exact same thing: bowing to Washington.

"There is nothing surprising in Haiti's betrayal [of Venezuela] through its Presidential Council, this rump Executive composed of parties and organizations revealing their true face, notably *Fanmi Lavalas*, *Pitit Desalin* and the Montana group," writes Berthony Dupont in *Haïti Liberté*'s editorial this week. "They have clearly unmasked themselves… Their servility and allegiance to imperialism has discredited them. The Haitian people have lost all confidence in them."

"Haiti's colonial administration did not dare to welcome and recognize the electoral victory and re-election of President Nicolas Maduro because it is banking on Venezuela's destabilization by voting against him at the OAS," Dupont continues. "How far will this corrupt Presidential Council, with its combined left and right wings, go in such scandalous conduct, not acting in the name of the Haitian people but rather for the retrograde, reactionary oligarchy and their corrupt allies of the traditional political class?"

"The Haitian people, for their part, have reaffirmed their firm, complete, and unwavering solidarity with the Venezuelan leaders and the democratic advances, social and economic reforms carried out by the Bolivarian and Chavista Revolution for the benefit of the poorest," Dupont concludes. "Haiti and Venezuela have a common struggle, and one common enemy: imperialism!"

# Group Sees Michel Martelly at Labor Day Parade a "Hazard," Wants Him Kept Away

## *Online petition to keep Sweet Micky from public follows several events that sparked furor*

by The Haitian Times

A group of New York event organizers has started an online petition to keep former Haitian President Michel Martelly from the city's storied West Indian American Day Carnival parade on Eastern Parkway, saying a "Sweet Micky" performance poses a safety risk.

The Change.org petition follows an appearance in Miami last week that sparked furor and is among the latest efforts by some Haitian activists who say Martelly should not be gracing public spaces when he faces so many allegations of wrongdoing.

"Martelly, under a cloud of unclear allegations, presents a potential risk to himself and festival-goers on the parkway," said the group, which identified itself as Little Haiti and the Labor Day Haitian Task Force. "Moreover, his involvement might cause discord within our community, rather than fostering unity and peace during our celebration."

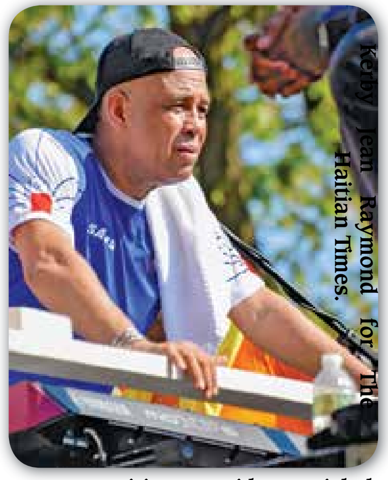
The petition is dated Jul. 31 and has received 547 signatures as of Monday. Edwig "ET" Timmer, one of the organizers, told *The Haitian Times* his collaborators are seeking 5,000 signatures. It's a fraction of the estimated 80,000 Haitians he expects to attend, but enough to take to the West Indian American Carnival Association (WIADCA) to boot off Martelly. For Timmer, WIADCA then will see Martelly is not worth risking violence during the annual celebration, which draws an estimated two million revelers annually.

"Martelly is going to be a liability on the Parkway," Timmer said, adding that a presidential candidate is hiding behind his artist persona.

"What he's doing is testing the ground," Timmer added. "If New York City cracks or New Jersey cracks, it's a free ticket for him to do whatever he wants to do [in Haiti]. Then he can say, 'I'm going to run again.' It's a hazard."

**Mounting allegations and boycotts**

The former Haitian president is currently facing international sanctions over alleged gang ties and was questioned in the assassination case of his successor, Jovenel Moïse, earlier this year. Martelly is also accused of corruption in an ongoing New York case involving misuse of a $1.50 money transfer fee and suspected in the alleged theft of PetroCaribe fuel subsidies meant to rebuild Haiti.



**Former Haitian President Michel "Sweet Micky" Martelly pictured on his parade float during the 2018 West Indian American Day Carnival in Brooklyn, NY.**

After being away from the musical spotlight, Martelly began attempting to perform in public again in 2021 with events in Miami, where he lives. Activists there and in other locales have since boycotted him, demanding that he be designated persona non-grata.

Just last week, Miami Mayor Daniella Levine Cava released a statement saying the city did not condone nor organize a private event where Martelly performed, according to published reports. On Jan. 1, Martelly performed unannounced during a Haitian Independence Day celebration that drew criticism afterward.

**Risk mars vision of Haitian presence planned**

Timmer said his group, Creole Jam, and other collaborators – Little Haiti BK's Gérard Cadet and restaurant owner Jensen Desrosiers – are partnering with WIADCA "as the middleman for the Haitian community." Their goal is to ensure Haitian participants appear in costume and represent Haiti's culture well with more pageantry. To coordinate a uniform look, the group is working with artists registered to perform so far – Tony Mixx, Roody Roodboy, Ekip, Barikad Crew and some rara bands.

He is working with community members and politicians to raise about $15,000 need for the floats and costumes. The group found out about Martelly's potential appearance after hearing rumors that he would perform on the Parkway. He said Martelly's team had signed up to participate under two different names, "Micky Band" and "G5 for Life."

Timmer said his collaborators warned WIADCA that a mix of protests and typical carnival revelry has the potential to turn into real violence if Martelly is present. They also alerted HALEFO, the Haitian group of NYPD officers who often assist at Haitian and Caribbean events.

The State Department should also be involved to provide security and protection at the public event since Martelly is a former head of state, Timmer added. Private shows are fine, he said, if people choose to go see Martelly perform. But for safety, he should be kept out of free, public events.

"We've worked so hard just to get those costumes, and he's going to throw a monkey wrench in there," Timmer said.

WIADCA has not returned a call as of this writing. A representative for Martelly, whom Timmer said registered under different names to be on the Parkway, was not immediately available.

# COMBATTRE L'IMPÉRIA
# TRAVAILLEURS DE TOUS I




Déclaration de l'Internationale communiste révolutionnaire

Le capitalisme est un système malade qui a épuisé son rôle progressiste depuis longtemps. À l'époque de son déclin sénile, il engendre la guerre, le racisme, la pauvreté et la faim. L'impérialisme, le stade suprême du capitalisme, se caractérise par la lutte pour le partage du butin entre différentes bandes de voleurs capitalistes. Aujourd'hui, alors que le butin disponible se réduit sous l'impact de la crise du capitalisme, cette lutte s'intensifie et le militarisme et la guerre occupent une place de plus en plus importante.

La guerre contre Gaza nous a donné une démonstration flagrante de la sauvagerie du capitalisme. Les impérialistes occidentaux ont apporté leur soutien enthousiaste et sans réserve, ainsi que leur appui matériel, au massacre génocidaire par la machine de guerre israélienne de 40 000 hommes, femmes et enfants sans défense. Ce faisant, ils ont fait voler en éclats tous leurs discours hypocrites sur les « valeurs occidentales », « le droit international » et l'inviolabilité des droits de l'homme.

L'hypocrisie de tous leurs sermons et leurs larmes de crocodile sur les crimes de guerre russes en Ukraine a été exposé au grand jour. Ce n'est pas pour la liberté ou la souveraineté de l'Ukraine, mais pour affaiblir la Russie – puissance rivale des impérialistes occidentaux – que le peuple ukrainien a été utilisé comme chair à canon dans un nouveau massacre impérialiste.

Ces guerres, à Gaza et en Ukraine, ne sont que deux exemples de la barbarie que le capitalisme attise dans le monde entier. Gaza, Ukraine, Congo, Soudan, tensions croissantes dans le détroit de Taïwan, guerres et guerres civiles dans plus de 30 pays du monde : c'est là une illustration de l'avenir que le capitalisme réserve à l'humanité.

À l'époque de l'agonie du capitalisme, les guerres réactionnaires et impérialistes sont de plus en plus nombreuses. Des millions de pauvres et de travailleurs ordinaires en paient le prix : en morts, en blessés et en malades ; par l'exil de 117 millions de personnes et ce n'est pas fini ; par la destruction des moyens de subsistance et la hausse des prix. Tout cela pour les profits d'une poignée de parasites milliardaires non élus et non redevables.

Mais il y a une autre face de ce processus. Des millions, voire des centaines de millions de personnes sont radicalisées. Elles cherchent un moyen de se battre contre le militarisme, la guerre et l'impérialisme. Les millions de personnes qui ont participé au mouvement contre la guerre à Gaza et aux occupations des campus l'ont prouvé.

Il faut une vaste campagne internationale centrée sur un programme clair de lutte contre le militarisme et l'impérialisme. L'Internationale communiste révolutionnaire propose que le programme suivant soit le point de départ d'une telle campagne. Nous appelons chaque individu ou organisation qui s'oppose aux guerres impérialistes à nous contacter, à se joindre à cette campagne et à nous aider à la mener.

Notre objectif est de toucher tous les campus, toutes les écoles, toutes les organisations ouvrières, tous les syndicats et tous les lieux de travail, pour donner une expression claire à la colère croissante et la diriger contre les véritables responsables de la barbarie grandissante : nos classes dirigeantes impérialistes.

**La santé, pas la guerre ! Des livres, pas des bombes !**

Alors que le système capitaliste entre en crise, que les marchés se rétrécissent et que les opportunités d'investissement s'évaporent, la lutte des puissances impérialistes devient de plus en plus aiguë. Partout dans le monde, elles fourbissent leurs armes pour défendre et étendre leurs marchés, leurs sphères d'influence et les débouchés de leurs investissements.

La classe dirigeante a partout lancé le même mot d'ordre : des canons plutôt que du pain ! Rien qu'en 2023, les dépenses mondiales en matière de défense ont augmenté de 9 % pour atteindre le chiffre record de 2 200 milliards de dollars par an. Cela représente 306 dollars dépensés chaque année en moyens de destruction pour chaque homme, femme et enfant de la planète.

Ils arrivent à trouver ces sommes faramineuses pour le secteur militaire. Ils trouvent des milliards d'aide militaire pour la machine de guerre israélienne et le charnier en Ukraine. Et pourtant, depuis des décennies, on nous répète que les caisses sont vides, que nous avons vécu au-dessus de nos moyens et que nous devons donc accepter les attaques contre l'éducation, les soins de santé et d'autres services publics. Alors même qu'ils préparent de nouvelles coupes dans les services publics, ils prévoient des dépenses astronomiques pour l'armée.

Ceux-là mêmes qui prétendent ne pas pouvoir financer le système éducatif, ont trouvé des sommes considérables pour réduire en ruines les maisons des deux millions d'habitants de Gaza. Ils prétendent ne pas avoir les moyens de construire de nouvelles écoles et universités dans leur pays, mais ils ont trouvé l'argent nécessaire pour raser les 12 universités de Gaza au cours des 100 premiers jours de la guerre.

En Europe, les dépenses militaires ont augmenté en 2023 de 16 % d'une année sur l'autre. Peu après le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, le chancelier allemand Olaf Scholz a annoncé qu'une enveloppe de 100 milliards d'euros serait destinée au réarmement de l'Allemagne. Cette somme s'ajoutait aux 55 % d'augmentation des dépenses militaires depuis 2014.

Cet argent doit bien venir de quelque part. Cette année, 30,6 milliards d'euros seront retranchés des dépenses publiques dans tous les domaines, notamment les soins de santé, les garderies et les transports publics. Et ce n'est que le début.

En Grande-Bretagne, au cours de la seule année écoulée, les dépenses militaires ont augmenté de 7,9 %. À titre de comparaison, on prévoit de réduire les dépenses de santé de 1,2 % en 2024, soit la plus importante baisse subie par le système de santé britannique depuis les années 1970. Le nouveau Premier ministre « travailliste » britannique, Keir Starmer, a affirmé qu'il ne pouvait pas donner d'argent pour la santé publique qui tombe en ruine ou pour les enfants affamés, mais il n'en a pas moins promis d'envoyer des milliards d'euros en armes à l'Ukraine.

La situation est la même dans les autres pays impérialistes. Au Japon, les dépenses militaires ont augmenté de 11 % en un an ; en Suède, de 12 %. Le tableau est le même presque partout.

Lors du sommet tenu pour le 75e anniversaire de l'OTAN cette année, il a été annoncé qu'un nombre record de membres de l'alliance dépensaient plus de 2 % de leur PIB pour la défense : 23 des 31 pays membres, contre seulement trois il y a dix ans. Et pourtant, cela est tout de même jugé insuffisant.

Les impérialistes montrent clairement que leurs plans de militarisation n'en sont qu'à leurs débuts. Ils se préparent à une ère de guerre et de destruction, dans laquelle leur système nous entraîne toujours plus profondément. Une part toujours plus grande de la productivité humaine sera gaspillée dans l'activité improductive au possible de la fabrication d'armes.

Loin d'apporter quoi que ce soit à l'économie, la fabrication d'armes vise au contraire précisément à détruire la production. Les centaines de milliards ainsi dépensés sans que rien de productif ou d'utile ne soit créé ne manqueront pas d'attiser l'inflation, qui touchera des millions de personnes. Nous devrons donc payer deux fois pour le réarmement : non seulement en réduisant les budgets consacrés à l'éducation, aux soins de santé, etc., mais aussi à travers l'augmentation du coût de la vie.

Imaginez tout ce que l'on pourrait faire avec 2 200 milliards de dollars par an. A elle seule, cette somme couvrirait les deux tiers des investissements nécessaires pour lutter contre le changement climatique, qui sont estimés à 3 500 milliards de dollars par an. On pourrait également fournir à chacun une éducation gratuite et de qualité. Combien de médecins et d'infirmiers pourraient être formés pour aider à reconstruire le système de santé qu'on laisse actuellement s'effondrer ? Avec seulement 40 milliards de dollars par an (moins de 2 % des dépenses militaires mondiales), on pourrait nourrir les 850 millions de personnes qui souffrent actuellement de la faim.

Nous pourrions résoudre d'un seul coup n'importe lequel des nombreux problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Et pourquoi ne le faisons-nous pas ? Tout simplement parce que les vautours impérialistes doivent protéger leurs profits et leurs domaines avec des canons, des chars et de l'artillerie.

Nous disons :

Détruisons l'OTAN et les autres traités et organisations impérialistes !

La santé, pas la guerre !

Des livres, pas des bombes !

Exproprier les banques et les fabricants d'armes !

Dès qu'il est question de milliards de dollars, des gens s'en mettent plein les poches. Les marchands de mort, comme Lockheed Martin, Raytheon, General Dynamics, BAE Systems et d'autres, se lèchent les babines à la perspective d'une multiplication des guerres impérialistes.

« *Vous savez, la situation en Israël est évidemment terrible, en toute franchise* », s'est lamenté le directeur financier du fabricant d'armes General Dynamics lors d'une réunion avec des investisseurs, deux semaines après le début du massacre à grande échelle de Gaza par Israël. Mais son attitude a changé l'instant d'après, lorsqu'il a exposé les fabuleuses perspectives que la guerre ouvrait en termes de commandes d'obus.




Comme l'a dit Lénine il y a plus d'un siècle : « *La guerre est terrible? Oui, terriblement profitable*».

Depuis février 2022, le fabricant d'armes britannique BAE Systems a vu le cours de ses actions doubler. Il prévoit que ses ventes augmenteront encore de 12 % en 2024. Alors que le reste de l'économie mondiale est en plein marasme, Lockheed Martin, General Dynamics et Northrop Grumman s'attendent à ce que le cours de leurs actions augmente de 5 à 7 % cette année.

Ces entreprises réalisent régulièrement des rendements annu-

# ALISME ET LA GUERRE!
# LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!




els de 10 à 12 % en fournissant les machines de guerre des impérialistes. Où trouve-t-on d'autres entreprises sur Terre qui engrangent des résultats aussi considérables ?

Les supermarchés, les géants de l'énergie et d'autres encore profitent aussi régulièrement des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des autres conséquences des guerres pour faire grimper les prix, sans parler de ceux qui arrivent une fois qu'une guerre est terminée pour tirer profit de la reconstruction. Nous disons donc : il faut confisquer les profits qui proviennent du militarisme et exproprier les industries de guerre.

De nombreux pacifistes partisans du désarmement, doués des meilleures intentions du monde, appellent à la fermeture des usines d'armement. Ce faisant, ils s'aliènent involontairement les travailleurs de ce secteur, qui seraient licenciés si cette fermeture devait se réaliser. Des centaines de milliers de travailleurs hautement qualifiés sont employés dans les industries d'armement, sans parler des nombreux universitaires dont les recherches sont orientées par les investisseurs du secteur de la défense pour faire progresser l'art du meurtre de masse. Au lieu de jeter les travailleurs aux oubliettes avec les usines, il faut utiliser toutes ces compétences à bon escient.

Plutôt que de fermer ces usines, la nationalisation de l'industrie de l'armement et des grandes banques sous le contrôle des travailleurs permettrait de les réaffecter à la création de biens socialement utiles. Sous le contrôle des travailleurs, avec des financements provenant du secteur bancaire exproprié et des profits saisis aux marchands d'armes, les travailleurs seraient facilement en mesure de développer des plans pour réorienter ces usines.

Au lieu de créer des moyens de destruction, elles pourraient, en très peu de temps, produire des biens socialement utiles, liés aux nouvelles industries vertes par exemple. Cette possibilité a été démontrée dans la pratique, comme le montre (entre autres) l'exemple du plan Lucas en Grande-Bretagne dans les années 1970, lorsque les travailleurs d'une usine d'armement ont élaboré un tel plan détaillé et chiffré de reconversion de leur entreprise.

*C'est pourquoi nous disons :*

Expropriions les profiteurs de guerre !

Expropriions les marchands de mort !

Expropriions les banques qui sont liées par d'innombrables liens aux industries de guerre !

Aucune indemnisation !

Toutes les entreprises nationalisées doivent être placées sous le contrôle des travailleurs pour réorienter les usines vers une production socialement utile !

**Défendre les droits démocratiques!**

Partout en Occident, la poussée militariste se mène sous les mêmes slogans : les navires de guerre et les bombes sont nécessaires pour « *assurer notre sécurité* » et « *défendre notre démocratie* ».

Qu'en est-il de cette « *démocratie* » qu'ils sont censés « *défendre* » ? Partout, la militarisation s'accompagne des mêmes phénomènes : la censure, des campagnes hystériques menées contre tous ceux qui s'opposent aux aventures militaires, la répression pure et simple et la restriction de nos droits démocratiques conquis par le passé à force de sacrifice.

La guerre contre Gaza bénéficie de l'appui total des régimes occidentaux, alors que la grande majorité de leur population s'y oppose. Ici, où est la « démocratie » ?

En Allemagne, la classe dirigeante entretient une véritable hystérie médiatique et politique. Elle combine maintenant son appui total au massacre à Gaza avec une campagne anti-immigration et islamophobe. De scandaleuses nouvelles lois sont mises en place, qui prévoient d'exiger des candidats à la nationalité allemande qu'ils reconnaissent le droit d'existence de l'Etat d'Israël.

Des manifestations pacifiques contre le génocide ont été interdites, des associations étudiantes ont été dissoutes et les sit-in étudiants ont été violemment réprimés par la police, de l'Université de Californie à Los Angeles jusqu'à l'Université d'Amsterdam. Mais cette même police est restée les bras croisés pendant que des voyous sionistes attaquaient des étudiants sans défense. En Allemagne et en France, le gouvernement a tenté d'interdire les manifestations pro-palestiniennes. L'ancien ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, s'est même vu interdire l'entrée en Allemagne, alors qu'il devait y participer à une conférence de solidarité avec la Palestine. Où est donc le droit sacré à la *« liberté de réunion »* ?

Pendant ce temps, ceux qui s'opposent aux guerres en cours en Ukraine et à Gaza sont qualifiés d' « agents de Poutine », d' « antisémites » ou encore de « sympathisants du Hamas » dans les pages de la presse « libre ». En France, une campagne vicieuse a été menée par la presse et tous les partis, de droite comme de « gauche », pour taxer Mélenchon et La France Insoumise d' « antisémitisme », car ils s'étaient opposés à la guerre à Gaza. Telle est la réalité de la soi-disant « presse libre ».

On nous dit que sous le capitalisme, nous avons tous au moins un droit démocratique inviolable : celui de dépenser notre argent comme bon nous semble. Pourtant, de nombreux gouvernements discutent aujourd'hui ouvertement de mettre en place des lois anti-BDS (« Boycott, désinvestissement, sanctions »), qui rendraient illégal le fait d'inciter les gens à boycotter Israël. De nombreux Etats américains, mais aussi des universités et des organismes publics aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ont déjà adopté de telles mesures contre le mouvement BDS.

On nous dit que le capitalisme et la démocratie vont inévitablement de pair. Cette illusion se dissipe au contact de la réalité. En période de prospérité économique, du moins dans les pays riches, la classe dirigeante pouvait se permettre d'autoriser certaines libertés démocratiques. Mais plus les antagonismes entre les classes et entre les nations s'accentuent, plus la classe dirigeante est obligée de se passer des formalités de la démocratie. Pour la classe capitaliste en faillite, c'est un luxe qu'elle peut de moins en moins se permettre.

*Nous disons :*

*Défendons le droit à la liberté d'expression ! Les anti-impérialistes ne doivent pas être réduits au silence.*

*Défendons le droit de manifester ! Contre la répression du mouvement anti-guerre !*

*Mettons fin à la criminalisation du mouvement contre le massacre à Gaza !*

**Pour mettre fin à la guerre, mettre fin au capitalisme!**

Le capitalisme, c'est la guerre. Depuis l'éclatement de la crise en 2008, les marchés et les opportunités d'investissement se sont réduits. Le capitalisme a fait son temps. Les forces productives étouffent dans la camisole de force des marchés nationaux et de la propriété privée. La montée du militarisme et de la guerre, alors que chaque puissance impérialiste tente de se tailler des parts de marché et de mettre la main sur des ressources aux dépens de ses concurrents, est l'aboutissement logique de la crise du capitalisme.

Le déclin relatif de l'impérialisme américain accentue ce processus. Les Etats-Unis ne sont plus en mesure d'empêcher leurs rivaux de s'affirmer au niveau régional. Leurs alliés comprennent également qu'ils doivent compter sur leur propre puissance militaire pour défendre leurs propres intérêts, d'où le renforcement militaire en Europe et dans le Pacifique.

Les différents groupes de voleurs, qu'ils soient ennemis ou amis des Etats-Unis, ont étudié attentivement le carnage sanglant en Ukraine. Celui-ci a exposé au grand jour la faiblesse des Etats-Unis. Les théâtres des guerres impérialistes et des guerres par procuration à venir promettent d'être des boucheries sanglantes. Pour les mener, il faudra des soldats, des armes conventionnelles et d'énormes quantités d'artillerie.

Ce sont les travailleurs et les jeunes qui en paieront le prix : à travers la baisse de leurs niveaux de vie et la perte de leurs vies. En plus des centaines de milliards déversés dans les industries de guerre, un débat a été ouvert dans de nombreux pays sur la réintroduction de la conscription, pour la première fois depuis la guerre froide.

La soi-disant gauche, dans la mesure où elle ne s'est pas ralliée à l'une ou l'autre puissance impérialiste, s'est honteusement limitée à des déclarations pacifistes pathétiques en faveur de la « paix » – ou, pire encore, de l'intervention d'organisations telles que les Nations unies (ONU). Mais la « paix » impérialiste n'est jamais rien d'autre que le prélude et la période de préparation de nouvelles guerres impérialistes.

En ce qui concerne l'ONU, la description faite par Lénine de sa prédécesseure, la Société des Nations, conserve toute sa pertinence : il ne s'agit que d'un **« repaire de brigands ».** Ce n'est qu'un forum où les droits et la vie de peuples entiers sont échangés entre les puissances impérialistes comme de la petite monnaie. Lorsque les voleurs ne peuvent pas se mettre d'accord entre eux, l'ONU ne sert à rien. Lorsque l'impérialisme américain peut obtenir son approbation pour ses objectifs impérialistes, comme pour la guerre de Corée en 1953, l'assassinat de Lumumba au Congo en 1961, la guerre du Golfe en 1991 et l'intervention militaire en Haïti à partir de 2004, il est ravi de pouvoir l'utiliser comme une feuille de vigne pour dissimuler ses intérêts. Lorsque l'ONU vote des résolutions qui ne lui plaisent pas (comme dans le cas de Cuba et de la Palestine), il les ignore sans hésiter car il sait bien qu'il n'y aura aucune conséquence.

Ce que les pacifistes ne comprennent pas, c'est que le militarisme et la guerre ne sont pas le produit d'une politique néfaste de tel ou tel parti ou gouvernement bourgeois. Aucune instance internationale ne peut « *s'élever au-dessus* » des belligérants et imposer la paix. La guerre et le militarisme sont le résultat organique et inévitable du capitalisme à son époque de décadence impérialiste.

Comme l'a brillamment expliqué **Clausewitz, « la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ».** Et la politique des communistes révolutionnaires en temps de guerre impérialiste n'est que la continuation de notre politique en temps de paix impérialiste.

En plein cœur des puissances impérialistes, nous reprenons les mots du grand révolutionnaire et militant antimilitariste **Karl Liebknecht, « l'ennemi principal est dans notre pays »**. Nous devons nous battre pour renverser nos propres fauteurs de guerre, pour enrayer les desseins impérialistes de notre propre classe dirigeante. Seule la guerre de classe peut arrêter la machine de guerre impérialiste. Seule la révolution socialiste peut renverser le capitalisme et ouvrir la voie à une véritable ère de paix.

*Nous répétons donc notre appel. Aux travailleurs, aux jeunes, aux organisations de gauche et communistes, aux organisations syndicales, aux groupes d'étudiants et à tous ceux qui veulent sérieusement mettre fin à la guerre, au militarisme et à l'impérialisme : travaillons ensemble.*

*Nous souhaitons travailler en commun avec tous ceux qui sont d'accord sur ces points fondamentaux pour construire une campagne internationale, révolutionnaire et anti-impérialiste sérieuse contre le militarisme et la guerre. La situation est favorable à une telle initiative ; c'est à nous de l'organiser et de la doter d'un clair programme d'action politique.*

*Contre l'impérialisme et le militarisme ! A bas les guerres sans fin !*

*Renversons les fauteurs de guerre !*

*Paix entre les peuples, guerre contre les milliardaires !*

*Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !*

**La Riposte socialiste**
**30 juillet 2024**





# Stoppons l'Otanisation du terrorisme au sahel




**L'OTAN et ses laquais fascistes partisans de Bandera mis en échec en Ukraine, cherchent manifestement à exporter l'affrontement sur la terre africaine du Sahel.**

Par Diagne Fodé Roland

L'embuscade terroriste de Tinzawatène au Mali dans laquelle sont tombés des dizaines de militaires a provoqué la riposte combinée de l'AES et la rupture des relations diplomatiques du Mali avec l'Ukraine. L'ambassade ukrainienne au Sénégal s'est fendue d'une propagande élogieuse sur son site provoquant un communiqué dénonciateur du Ministère de l'intégration africaine et des affaires étrangères de notre pays. Force est de constater que ces provocations coïncident avec le blocage du décaissement de la levée de fonds de 230 milliards de francs CFA du nouveau pouvoir sénégalais par les institutions de Bretton Woods. N'est-ce pas là des manœuvres pour déstabiliser la transition actuelle au Sénégal après la victoire électorale du camp souverainiste ? Ces faits indiquent une Otanisation du terrorisme djihadiste dans le Sahel et plus généralement en Afrique.

**De l'échec de l'occupation militaire du Sahel**

Kadhafi a été tué et la Libye divisée par l'agression militaire illégale de l'OTAN dont l'objectif était de mettre fin au financement par l'argent des pétrodollars libyens souverains d'une banque africaine souveraine qui mettait en cause l'assujettissement des Etats africains au FMI et la Banque Mondiale, d'un satellite africain qui rompait la dépendance audiovisuelle africaine, etc. Faisant d'une pierre deux coups, la françafrique, l'eurafrique et l'usafrique en ont profité pour infester le Sahel de terroristes djihadistes qui veulent transformer nos États en Califats et de séparatistes armés pour le Mali.

Alliés contre le communisme et les Etats laïcs indépendantistes, les impérialistes françafricains, eurafricains et usafricains et les terroristes djihadistes, une fois atteint l'objectif commun de détruire l'indépendance nationale et la séparation entre citoyenneté politique et foi religieuse, leurs contradictions les opposent. C'est ainsi que les impérialistes étatsuniens ont sorti du chapeau leurs théories de « guerres de civilisations, des religions, des cultures » pour planifier leur soi-disant « guerre contre le terrorisme ».

Et pourtant l'armée malienne fut interdite d'entrer à Kidal conformément à la promesse faite aux séparatistes de l'Azawad par l'impérialisme français lors de la destruction de la Libye. Le vieux projet français de balkanisation qu'est l'OCRS (organisation commune des régions sahariennes) mis en échec par la solidarité panafricaine entre le FLN algérien et l'US-RDA entre 1960 et 1962 est de nouveau réactualisé contre l'unité territoriale et l'unité nationale du Mali. Contre ce projet colonial d'alors Modibo Keita avait déclaré au moment de la cessation des hostilités en Algérie le 19 mars 1962 : « *Aussi, notre reconnaissance est grande, qui s'est exprimée par la solidarité inconditionnelle de la République du Mali avec les frères de l'Algérie Combattante. C'est dire combien notre joie est immense, devant la victoire de ceux auprès desquels dès 1960, le peuple du Mali s'est considéré mobilisé. La victoire du Front de Libération qui a su imposer le respect de la souveraineté et de l'intégrité de l'Algérie Africaine est aussi celle de tous ceux qui, comme les Maliens, n'ont rien ménagé pour en assurer le succès. Victoire du Front de Libération Algérienne, victoire de l'Afrique Combattante, mais aussi victoire des peuples épris de paix au premier rang desquels le peuple de France qui voit mettre un terme aux sacrifices inutiles de ses cadres et de sa jeunesse et à l'hémorragie financière* ».

Il est temps après la reconquête de Kidal et la fin de fait de «l'accord d'Alger» que l'Algérie, qui a écrasé les forces djihado-terroristes de sa décennie noire, renvoie l'ascenseur de la solidarité panafricaine au Mali. Les ressources pétrolières partagées entre ces deux pays doivent faire l'objet d'une négociation gagnant-gagnant tout comme celles gazières entre le Sénégal et la Mauritanie.

Les démocratures néocoloniales qui se sont succédé du coup d'État françafricain militariste de Moussa Traoré à IBK en passant par l'ADEMA ont fini par chuter lors du parachèvement du soulèvement populaire qui a précédé le coup d'État souverainiste des 5 colonels. La nouvelle expérience souveraine en cours a aussitôt été rejoint par le Burkina et le Niger, pays aussi confrontés aux métastases djihado-terroristes et dans lesquels il y avaient des mobilisations populaires contre l'insécurité et l'inféodation néocoloniale des démocratures successives.

Les sanctions et menaces de guerre de la CEDEAO/UEMOA sous l'égide de l'impérialisme français contre ces pays membres ont révélé au grand jour la nature néocoloniale de ces institutions d'intégration panafricaine sous régionale et provoqué le départ puis la création de la Confédération AES.

L'expulsion des militaires françafricains, eurafricains et usafricains de l'AES met fin à l'occupation militaire de ces Etats du Sahel et leur permet d'avoir une souveraineté stratégique sur le plan militaire, de la coopération économique, diplomatique et militaire. Si la guerre contre le terrorisme demeure l'équation urgente numéro un à résoudre, seule une politique souveraine et démocratique de large rassemblement des forces vives patriotiques permettra dans la durée de préserver l'intégrité territoriale et l'unité nationale mises en danger par le projet de recolonisation impérialiste.

**À l'otanisation du terrorisme**

On l'a vu en Syrie, les impérialistes USA et UE ont armé les fanatiques religieux panislamistes pour s'attaquer à l'État laïc indépendant mais ont été vaincu grâce à l'unité nationale démocratique multiconfessionnelle citoyenne entre les musulmans Sunnites, Chiites, Alaouites, les Chrétiens, etc. La séparation entre religion et citoyenneté, entre liberté religieuse privée et personnelle et citoyenneté politique collective a été le facteur principal en plus de l'appui militaire décisif de la Russie bourgeoise, économique, diplomatique de la Chine communiste et stratégique des Etats indépendantistes du Sud global comme Cuba socialiste, le Venezuela de Chavez/Maduro, le Brésil de Lula/Dilma, le Nicaragua, la Bolivie d'Evo/MAS, la Corée du nord, le Vietnam, les BRICS, etc.

Une fois leur double jeu démasqué et leurs militaires expulsés, les mêmes impérialistes refont maintenant un remake contre les États de l'AES. L'OTAN et ses laquais fascistes partisans de Bandera mis en échec en Ukraine, cherchent manifestement à exporter l'affrontement sur la terre africaine du Sahel.

Les impérialistes ne renoncent jamais à leur objectif de briser le vent souverainiste qui souffle sur l'Afrique. L'instrumentalisation néocoloniale de l'UEMOA/CEDEAO contre l'AES ayant été éventrée, la souveraineté nationale malienne, burkinabé et nigérienne ayant expulsé les bases militaires françaises et étatsuniennes et le bâclage de l'évacuation non concertée des camps de la MINUSMA ayant été contré, la défaite de l'OTAN en Ukraine se profilant, il s'agit maintenant de transférer l'affrontement sur la terre africaine du Sahel pour tuer dans l'œuf à la fois le multilatéralisme et le souverainisme montants contre l'unilatéralisme hégémonique séculaire de l'Occident US/UE/Israël/Japon impérialiste.

Les communiqués des nazis alliés de l'OTAN en Ukraine et la provocation de l'ambassade ukrainienne à Dakar sont aussi en réalité une tentative de semer la méfiance et la zizanie entre le Sénégal et l'AES, en particulier avec le Mali. Si l'Ukraine fasciste pro-OTAN persiste dans ce jeu sordide, il faudra une rupture diplomatique du Sénégal souverainiste.

Les impérialistes confrontés à la montée du souverainisme et du panafricanisme en Afrique cherchent coûte que coûte à opposer l'expérience souverainiste militariste malienne et partant du Burkina et du Niger formant la Confédération AES à celle souverainiste civile du Sénégal. C'est l'éternelle tactique du diviser pour régner.

Rassembler dans chaque pays le camp souverainiste dans sa diversité et faire converger les expériences souverainistes d'États dans leur diversité sur la base de l'unité, critique, unité sont deux tâches pour un traitement correct des contradictions secondaires internes au mouvement national panafricain dans l'intérêt de vaincre la contradiction principale entre nos peuples et l'impérialisme.

**Fernent 6 Août 2024**

# Israël bombarde Beyrouth et assassine Ismaïl Haniyeh à Téhéran



**Ismail Haniyeh, le chef de l'aile politique de sa faction palestinienne, avait été assassiné à Téhéran le mercredi 31 juillet 2024 par une frappe israélienne**

Par Maureen C. Murphy

Très tôt, ce mercredi, le Hamas a annoncé qu'Ismail Haniyeh, le chef de l'aile politique de sa faction palestinienne, avait été assassiné à Téhéran, où il était présent pour l'investiture du nouveau président iranien.

L'assassinat, perpétré en Iran, marque une escalade majeure qui aura probablement des ramifications régionales, et il a eu lieu quelques heures après qu'Israël a bombardé le Liban, mardi soir, tuant trois civils, ont rapporté les médias nationaux libanais. Israël a prétendu avoir tué au cours de cette frappe une importante personnalité du Hezbollah, mais l'organisation de résistance libanaise n'a toujours pas émis de déclaration à ce propos au moment de la publication.

Depuis octobre, Israël a tué un grand nombre de membres représentant plusieurs générations de la famille d'Ismail Haniyeh à Gaza. Avant Haniyeh, plusieurs dirigeants du Hamas ont été assassinés par Israël. Tous ont été remplacés et ces assassinats n'ont en aucun cas empêché le développement des capacités de l'organisation.

En janvier, lors d'une frappe à Beyrouth, Saleh al-Arouri, le chef adjoint du bureau politique du Hamas, était tué en même temps que plusieurs autres cadres et commandants de l'organisation.

Voici quinze jours, Israël a prétendu avoir tué Muhammad Deif, le chef très secret de l'aile armée du Hamas, au cours d'une frappe à Gaza qui a également tué au moins 90 Palestiniens dans une zone qu'il avait unilatéralement déclarée « zone humanitaire ».

Mardi, Israël a poursuivi ses attaques aériennes, terrestres et maritimes un peu partout à Gaza en même temps que se déroulaient d'intenses combats et incursions terrestres.

Le ministère palestinien de la santé à Gaza a déclaré mardi que 37 personnes avaient été tuées lors d'attaques israéliennes ces dernières 24 heures, portant le nombre de morts à 39 400 depuis le début octobre.

Le nombre réel de victimes est sans doute bien plus élevé, vu les milliers de personnes manquantes sous les décombres ou dont les corps n'ont toujours pas été retrouvés dans les rues de Gaza. Mardi, à la suite d'une incursion de huit jours qui a engendré de nouveaux déplacements forcés en masse, l'armée israélienne s'est retirée de la partie orientale de Khan Younis, la plus grande ville du sud de Gaza.

Les Palestiniens sont retournés à Khan Younis pour découvrir les preuves de ce que le bureau des médias gouvernementaux a qualifié de « massacres horribles », pour lesquels il a exigé des comptes à l'échelle internationale. *« Les sauveteurs et les civils palestiniens ont ramassé des cadavres dans les rues de la zone abandonnée, et les ont transportés vers les morgues, emballés dans des tapis, à bord de voitures ou de charrettes tractées par des ânes »*, a rapporté Reuters.

Le bureau des médias gouvernementaux a déclaré que les corps de 255 personnes avaient été retrouvés et que plus d'une trentaine d'autres avaient été portées manquantes.

Durant l'incursion, l'armée israélienne a tiré sur 31 maisons dont les habitants étaient à l'intérieur ainsi que sur plus de 300 autres maisons et immeubles résidentiels.

L'armée a également nivelé le cimetière de Bani Suheila et ses environs à la périphérie orientale de Khan Younis.

**Israël donne des ordres d'évacuation à quasi-totalité de Gaza**

Entre-temps, Israël a émis de nouveaux ordres de déplacement forcé à al-Bureij, dans la partie centrale de Gaza, « *tout en lançant des frappes en guise de préparation évidente d'un nouveau raid* »,a encore rapporté Reuters. *« Des paramédicaux ont déclaré qu'une frappe de l'aviation israélienne à al-Nuseirat, tout près de là, avait tué 10 Palestiniens au moment où ils s'enfuyaient de Bureij, ce mardi, et une autre frappe a tué quatre autres Palestiniens à Bureij même »*, a ajouté l'agence d'information.

Plus de 85 pour 100 du territoire de Gaza est sous un prétendu ordre d'évacuation israélien, a déclaré lundi l'agence de l'ONU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Mais il n'y a pas d'endroit sûr où se rendre ni aucune garantie de protection pour les civils qui choisissent de rester ou sont incapables d'évacuer les zones désignées.

Les déplacements répétés compliquent également les choses pour les organisations, déjà aux prises avec le blocus quasi total imposé par Israël, alors qu'elles tentent de fournir de l'aide et des services aux personnes forcées de quitter leurs foyers sans quasiment rien emporter.

Le ministère palestinien de la santé à Gaza a déclaré qu'il n'était plus en mesure de remettre en état de fonctionnement l'Hôpital européen de Gaza à Khan Younis après l'émission par Israël d'un ordre d'évacuation le 27 juillet.

La Défense civile palestinienne a mis en garde contre le danger de voir le surpeuplement parmi les personnes déplacées de Gaza, qui ne disposent pas d'un accès facile à l'eau et à des installations sanitaires, déboucher sur la prolifération des maladies, dont l'apparition de conditions pouvant affecter le tissu cutané des enfants.

Début juillet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait enregistré près d'un million de cas d'infections respiratoires aiguës, alors que d'autres maladies, comme la diarrhée, la jaunisse aiguë et des cas possibles d'oreillons et de méningite, ainsi que la gale et les poux, des démangeaisons cutanées et la varicelle, se répandent parmi la population.

L'agence de la santé de l'ONU a fait savoir mardi qu'il était très probable que la polio ait infecté des Palestiniens à Gaza après que le ministère de la santé du territoire avait déclaré lundi qu'une épidémie de polio sévissait dans toute l'enclave côtière.

La détection du virus dans des échantillons d'eaux usées collectés à Gaza représente une « régression » face aux efforts en vue d'éradiquer la maladie au niveau mondial, a déclaré mardi Cµhristian Lindmeier, un haut responsable de l'OMS.

Al Mezan, une organisation palestinienne de défense des droits humains implantée à Gaza, a prévenu que plus d'un million d'enfants du territoire « risquaient de mourir s'ils n'étaient pas vaccinés » contre ce virus hautement infectieux. *« Pour empêcher des milliers de morts, la communauté internationale doit faire en sorte qu'Israël mette immédiatement un terme au génocide, et en même temps qu'il cesse d'instrumentaliser en ce sens l'eau et les installations d'assainissement »*, a ajouté l'organisation de défense des droits.

Selon l'OMS, la maladie affecte surtout les enfants de moins de 5. ans et une infection sur deux cents « se traduit par une paralysie irréversible ». Entre 5 et 10 pour 100 des sujets paralysés meurent « une fois que leurs muscles respiratoires sont immobilisés ».

**L'effondrement des systèmes essentiels**

Avec l'effondrement du système de traitement des déchets solides à Gaza, les conditions sont optimales pour la propagation désastreuse de maladies transmises par contamination, telles que la polio et l'hépatite A – quelque 40 000 cas de cette dernière ont été diagnostiqués depuis octobre.

La campagne militaire israélienne à Gaza a entraîné une chute des taux de vaccination contre la polio dans l'enclave, qui sont passés de 99 pour 100 à 89, selon un porte-parole de l'UNICEF. Le directeur de l'OMS a annoncé que celle-ci allait envoyer incessamment plus d'un million de vaccins contre la polio à Gaza afin de les administrer aux enfants « dans les toutes prochaines semaines », a rapporté UN News.

Les virus, « transmis d'une personne à l'autre, se propagent surtout par voie féco-orale », met en garde l'OMS, et moins fréquemment via de la nourriture ou de l'eau contaminées.

Le virus « peut apparaître dans des zones où une pauvre couverture de vaccination permet à la forme affaiblie de la souche virale du vaccin administré par voie orale de muter en une version plus puissante », a ajouté UN News.

Le poliovirus de type 2 dérivé d'un vaccin « avait été identifié en six endroits dans des échantillons d'eaux usées collectés le mois dernier à Khan Younis et Deir al-Balah – deux villes de Gaza laissées en ruine après dix mois d'intenses bombardements israéliens ».

La propagation de la maladie et de l'épidémie est un résultat prévisible de la campagne militaire génocidaire d'Israël, sinon de ses intentions en ce sens. Dans un autre cas encore où les soldats israéliens ont détruit des infrastructures civiles sans le moindre but militaire, on les a vus récemment dynamiter le « puits du Canada », le principal site d'approvisionnement en eau de Rafah, dans le sud de l'enclave.

Lundi, le journal de Tel-Aviv, Haaretz, rapportait que les installations « *avaient été détruites la semaine dernière avec l'approbation de l'officier commandant les soldats (…) mais pas celle des officiers supérieurs* ».

Mais faire peser le blâme sur les simples soldats peut constituer une tentative de décourager la curiosité des tribunaux internationaux envers le personnel militaire de haut rang, alors que le modèle de comportement sur le terrain indique que les troupes reçoivent l'ordre de détruire les infrastructures civiles essentielles sans le moindre but militaire à la clef, ce qui constitue un crime de guerre.

Younis Tirawi, qui écrit pour Dropsite News, a raconté que Giora Eiland, un conseiller du ministre israélien de la défense Yoav Gallant, avait décrit en octobre dernier une stratégie destinée à détruire la capacité des Palestiniens à Gaza de pomper et de purifier l'eau dans l'enclave.

Monther Shoblak, le responsable de la distribution d'eau à Gaza, a expliqué à Tirawi que le site du puits du Canada avait continué de fonctionner jusqu'au moment de l'invasion terrestre d'Israël au début mai, puisque des panneaux solaires lui permettaient de fonctionner bien qu'Israël ait coupé la fourniture d'électricité au territoire en octobre.

Israël a détruit 30 réservoirs d'eau dans le sud au cours de ce seul mois et les personnes déplacées ont été obligées de se réfugier dans des conditions de surpeuplement sans la moindre infrastructure hygiénique convenable ni le moindre accès à de l'eau potable, du carburant, de la nourriture et des médicaments en quantités suffisantes.

L'ONG caritative internationale Oxfam a déclaré un peu plus tôt ce mois qu' « Israël avait endommagé ou détruit cinq sites de distribution et d'assainissement de l'eau tous les trois jours depuis le début de cette guerre », réduisant la quantité d'eau disponible à Gaza de 94 pour 100 et la ramenant ainsi à 4,74 litres par personne à peine, c'est-à-dire moins que le contenu d'une chasse de WC ».

**Israël attaque Beyrouth**

Israël a bombardé le sud de Beyrouth, ce mardi, et son armée a prétendu qu'elle visait Fuad Shukr, un haut commandant du Hezbollah. Israël a dit que Shukr avait été tué mais les médias en langue arabe ont déclaré qu'en fait, son sort était toujours inconnu mardi soir.

La zone autour du Conseil de la Choura du Hezbollah, dans le quartier de Haret Hreik de la capitale libanaise a été touchée elle aussi, a rapporté l'agence nationale d'information du pays. Le ministère de la santé du Liban a déclaré qu'une femme et deux enfants avaient été tués, *« bien que les recherches en vue de retrouver d'autres personnes manquantes dans les décombres se soient poursuivies »*.

La frappe contre Beyrouth a abattu complètement un immeuble résidentiel et l'ampleur des destructions peut avoir eu pour but de renforcer les menaces proférées par les dirigeants israéliens d'infliger la même violence génocidaire au Liban qu'à Gaza.

La frappe contre Beyrouth ce mardi consistait en des « représailles » attendues de la part de Tel-Aviv après que, samedi, un projectile avait tué 12 enfants sur un terrain de sport à Majdal Shams,une ville des hauteurs syriennes du Golan occupées par Israël.

Israël en avait accusé le Hezbollah, mais l'organisation libanaise de résistance avait nié avoir eu la moindre connexion avec la déflagration meurtrière.

Yoav Gallant, le ministre israélien de la défense, a accusé le Hezbollah d'avoir franchi une ligne rouge, mais il est hautement improbable que l'organisation de résistance libanaise ait délibérément ciblé Majdal Shams.

Amal Saad, une spécialiste du Hezbollah, a expliqué que, depuis le 8 octobre, l'organisation « s'est abstenue de cibler des civils israéliens, et encore moins des Druzes syriens ».

*« L'important soutien au mouvement de résistance parmi cette communauté, qui vit sous occupation israélienne, fait qu'il est illogique que le Hezbollah se risque à frapper dans ces parages »*, a-t-elle ajouté.

Viser des civils, qu'ils soient syriens ou israéliens, « ne rapporterait pas grand-chose au Hezbollah sur le plan stratégique, alors que cela déboucherait inévitablement sur une guerre totale – une guerre que le Hezbollah a été très soucieux d'éviter comme l'ont montré ses ripostes mitigées aux frappes israéliennes sur Beyrouth et sur des civils » au Liban, estime Amal Saad.

Et d'ajouter que l'organisation a prudemment choisi « d'éviter de donner à Israël le moindre prétexte d'entrer en guerre » mais « on s'attend totalement à ce qu'Israël exploite la tragédie » afin de détourner l'attention de ses massacres quotidiens d'enfants palestiniens à Gaza.



**Pas « une seule goutte de sang »**

Les habitants de Majdal Shams ont scandé « assassin, assassin » à l'adresse du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou ce lundi, quand il a tenté de visiter le site de la frappe meurtrière.

Les Syriens, qui viennent de subir ce massacre sans précédent à Majdal Shams, ont sorti une déclaration dans laquelle ils refusent « qu'une seule goutte de sang soit versée au nom de représailles pour nos enfants ».

Après les morts de Majdal Shams, les médias israéliens ont rapporté que Netanyahou avait annulé la sortie d'environ 150 enfants de Gaza pour des traitements médicaux aux Émirats arabes unis « par crainte de réactions négatives du public », a déclaré l'organisation des droits

*suite à la page(16)*

# Le Canada s'apprête à révoquer le statut d'organisme de charité au Fonds national juif




**Une manifestation contre le JNF : la colonisation n'est pas un acte de charité !**



**Imwas était un village palestinien qui a été détruit par Israël en 1967. Le parc du Canada, financé par le Fonds national juif du Canada, se trouve aujourd'hui à l'emplacement d'Imwas et de deux autres villages palestiniens.**

Par Yves Engler

*Une victoire importante contre l'apartheid, le génocide et la dépossession des Palestiniens. Le puissant Fonds national juif du Canada aurait vu son statut d'organisme de bienfaisance révoqué.*

Une victoire importante contre l'apartheid, le génocide et la contribution la plus importante du Canada à la dépossession des Palestiniens. Le puissant Fonds national juif du Canada se serait vu retirer son statut d'organisation caritative.

Sous la pression de Voix juives indépendantes (VJI) et d'autres, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a lancé un audit du FNJ en 2018. JNF Canada a finalement été contraint de se différencier de son organisation mère en Israël et de cesser de « mélanger » ses fonds avec cette organisation. JNF Canada a également reçu l'ordre de cesser d'aider des projets en Cisjordanie illégalement occupée et des initiatives soutenant l'armée israélienne. Mais, apparemment, elle n'a pas répondu aux demandes de l'Agence du revenu et celle-ci lui a retiré la possibilité d'accorder des crédits d'impôt aux donateurs.

La révocation du statut d'organisme de charité au JNF Canada a été longuement préparée et a coûté cher à de nombreuses personnes.

Né dans un village de Cisjordanie démoli pour faire place au Canada Park du JNF, Ismail Zayid se plaint depuis quarante ans auprès de l'ARC du statut d'organisme de bienfaisance du JNF. Depuis des années, le Canadien d'origine libanaise Ron Saba écrit à divers ministères et fonctionnaires du gouvernement canadien, à des entreprises et à des médias pour dénoncer ce qu'il appelle la « fraude fiscale raciste du JNF ». Lors de la convention du Parti libéral en 2006, Ron Saba a été largement critiqué pour avoir attiré l'attention sur les liens entre le candidat à la direction du parti, Bob Rae, et le JNF. M. Saba a déposé de nombreuses demandes d'accès à l'information concernant le JNF, démontrant que le gouvernement espionnait ses détracteurs et qu'il était au courant depuis longtemps des pratiques douteuses de l'organisation. Sous le titre « Event you may want to monitor » (événement à surveiller), la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Caitlin Workman, a envoyé à l'ARC une communication au sujet d'un événement organisé par l'IJV en 2011 à Ottawa : *« L'auteur du Livre noir de la politique étrangère canadienne, Yves Engler, donnera une conférence sur le Canada et le Fonds national juif. »* Lors de la convention du Parti vert en 2016, Corey Levine a proposé une résolution visant à révoquer le statut d'organisme de bienfaisance du Fonds national juif parce qu'il pratique une « *discrimination institutionnelle à l'encontre des citoyens non juifs d'Israël* ». Cet effort a permis de faire passer le problème dans le courant dominant, bien qu'elle, l'IJV et l'ensemble du Parti Vert aient été traités de « *haineux juifs purs et durs* » pour avoir ne serait-ce qu'envisagé la résolution.

Il y a sept ans, l'IJV et quatre personnes ont déposé une plainte détaillée auprès de l'ARC et du ministre du Revenu national au sujet du JNF. Depuis plus de vingt ans, des militants de tout le pays ont organisé des manifestations lors de galas de collecte de fonds locaux du JNF et les militants canadiens ont également bénéficié de nombreux soutiens en Palestine/Israël ainsi que de la campagne internationale *« Stop the JNF »*.

La perte de son statut d'organisation caritative est un coup dur pour cette organisation vieille de 110 ans qui compte de puissants alliés. Ces dernières années, Justin Trudeau, Stephen Harper, Irwin Cotler et d'autres politiciens de premier plan, ainsi que de nombreux titans du monde des affaires au Canada, ont participé à des collectes de fonds organisées par le JNF.

La campagne visant à révoquer le statut d'organisme de bienfaisance du JNF a toujours été plus qu'une simple victoire revendicative. Elle a attiré l'attention sur le racisme intrinsèque à l'idéologie sioniste.

Contrôlant 13 % des terres d'Israël et exerçant une influence considérable sur la majeure partie du reste du territoire, le JNF pratique ouvertement une discrimination à l'encontre des plus de 20 % d'Israéliens qui ne sont pas juifs.

La campagne du JNF a également permis d'exposer la contribution la plus importante du Canada à la dépossession des Palestiniens.

Plus de 200 organisations caritatives enregistrées envoient plus d'un quart de milliard de dollars par an à Israël, dont le PIB par habitant est égal à celui du Canada. Nombre de ces groupes aident l'armée israélienne, des organisations racistes et des colonies illégales, en violation des règles de l'ARC. L'Agence du revenu a reçu des plaintes officielles faisant état d'une douzaine d'organisations axées sur Israël qui enfreignent les règles des organismes de bienfaisance.

La révocation par l'Agence du revenu du Canada du statut d'organisme de bienfaisance du Fonds national juif du Canada est une victoire importante contre l'apartheid et la contribution du Canada à la dépossession des Palestiniens.

**Une version de cet article a d'abord été publiée sur le blog d'Yves Engler.**
**Afrique Asie 02 août 2024**

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l 'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Yves PENEL d'avec son épouse Macklyne FINANCE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêt envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce jugement, compense les dépens
AINSI JUGE ET PRONONCE PAR NOUS, Me Marie Jocelyne CASIMIR, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du quatre Mai deux mille dix, en présence de Me. Berge O. SURPRIS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Joseph PIERRE LOUIS, Greffier du siège
Il est ordonné etc....
En foi de quoi....etc
Me Jean Luma CHARLES
Officier d'Etat Civil

## PAR CES MOTIFS

Après en avoir délibéré en la chambre du conseil, conformément au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, rejette l'acte d'appel ainsi que la requête suivie de l'ordonnance en défense d'exécuter. Maintient et confirme l'ordonnance du treize Janvier deux mille vingt pour qu'elle puisse produire dans toute sa forme et teneur son plein et entier effet tout en ordonnant la poursuite des travaux entamés par Célimène CHITRY. Ordonne la confiscation de l'amande au profit de l'état.
Ainsi jugé et prononcé par nous Mes. ANES J. JOAZEUS, Marie Mercie Jean Baptiste, et Nady GASTON respectivement, Président et Juges Assesseurs à l'audience du vingt (20) Janvier deux mille vingt et un (21), en présence de Walner JOSEPH Substitut Commissaire de Gouvernement et avec l'assistance de notre greffière Me Alexandra METELLUS.
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi....etc....

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée: pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Antoine HARMONY d'avec son épouse née Roselande HONORAT, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Thomazeau de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif présent du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiens s'il y échet. Commet l'huissier Cedesse TEODORE, pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par. Me. Pluviose SILIEN, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du lundi vingt et un deux mille vingt-deux, en présence de Me. Roger SIMPLICE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Me. Daniel ADRIEN
Greffier du siège,-
Il est ordonné....etc....

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée ladite action: ADMET, en conséquence, le divorce du sieur LEGROISE AVRIL d'avec son épouse née MARIE MARGARET GABRIELLE PHILOGENE
pour Injures graves et publiques ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'état Civil de la section-sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet : Commet l'huissier FRITZ POURCELY de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE par nous NELSON CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi seize Juin deux mille vingt-quatre, en présence de Me DOMINIQUE NOEL Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi....etc.....

## PAR CES MOTIFS

Après l'examen du Ministère public maintient défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur BOLTE Gérald contre son épouse Claire - Heureuse ST GEORGES pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur le registre à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts avec le tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson Ciluis, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi seize février deux mille vingt-trois, en présence de Me Albert Darelus S/commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart Tassy
Il est ordonné...
En foi de quoi....

## PAR CES MOTIFS

Après l'examen du Ministère public maintient défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur AMITIE Romel dit Alexis contre son épouse Nadine Letang pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Sud de Port-au-Prince à transcrire sur le registre à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommage intérêt avec le tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Fredd'Herck Leny juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi vingt-et-un juillet deux mille vingt-deux, en présence de Me Lucnas Etienne S/commissaire de ce ressort et avec assistance du sieur Mozart Tassy
Il est ordonné...
En foi de quoi....

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son épouse Anne Louis à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce de Kenol Joseph avec Anne Louis, injures graves et publiques; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, Compense les dépens.
Ainsi Jugé et Prononcé par nous Me Osmond Castor, Av, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du 19 Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me Holitha Jacquet, Av, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier, Me. Jean Claude Novembre, Greffier du siège.
Il est ordonné....etc.....
En foi de quoi.....etc.....

Officier d'Etat Civil

## PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Danaque Zlimé à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce de Pierre Yves Frazile avec Danaque Zlimé pour injures graves et publiques; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Osmond Castor, Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du deux mars deux mille vingt-trois, en présence de Me Holitha Jacquet, Av, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Me. Jean Claude Novembre, Greffier du siège
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi....etc...
Officier de l'état civil

# Israël et sa soif de vengeance




**Hassan Nasrallah dans son discours d'adieu à Fouad Choukor, l'un des dirigeants historiques du Hezbollah assassiné à Beyrouth par Israël : « Nul doute qu'ils (les Israéliens) sont très contents et bien boursouflés après leur attaque à al-Hodeïda, l'assassinat de Haniyeh à Téhéran et du chef Sayed Mohsen dans la banlieue. Ça ne fait rien. Riez maintenant. Riez un peu, mais vous pleurerez beaucoup. Vous ne savez pas quelles lignes vous avez franchies, quel type d'agression vous avez commis, et vers où vous allez. » Capture d'écran Al-Mayadeen**

Par Paul Pillar*

*Ces assassinats transfrontaliers sont le reflet d'une rage nationale qui s'exprime dans le carnage de Gaza – et du désir de Netanyahou de poursuivre la guerre pour toujours.*

L'assassinat en Iran du chef politique du Hamas, Ismail Haniyeh, très certainement par Israël ou par des éléments agissant pour le compte d'Israël, n'aura aucun effet positif, y compris pour la sécurité d'Israël lui-même.

Au contraire, cela ne fera qu'accroître le potentiel déjà élevé de guerre, de mort et de destruction au Moyen-Orient.

L'Iran se sentira obligé de réagir, même si la victime de l'assassinat n'était pas iranienne. L'attentat s'est produit au cœur de l'Iran et le meurtre d'un visiteur étranger qui se trouvait en ville pour l'investiture du nouveau président iranien est une grave source d'embarras pour Téhéran.

Les décideurs iraniens tiendront compte de considérations contradictoires pour décider de la manière de réagir. La réponse de l'Iran à l'attaque israélienne contre un complexe diplomatique iranien à Damas en avril est un indice de leur réflexion. Les représailles iraniennes ont pris la forme d'un barrage de missiles et de drones contre Israël, barrage important mais conçu pour minimiser les dommages causés à Israël et, partant, pour minimiser toute raison pour Israël de poursuivre l'escalade.

La réponse iranienne à ce nouvel assassinat ne sera pas nécessairement la même, mais le pouvoir iranien pourrait à nouveau chercher des moyens d'envoyer un message fort tout en limitant le risque d'escalade.

Les Israéliens ont pris l'habitude de traiter toute action armée contre Israël comme s'il s'agissait d'une agression non provoquée et non comme des représailles à un acte commis par Israël lui-même. On peut donc s'attendre à ce que, quelle que soit la manière dont l'Iran riposte cette fois-ci, Israël réponde par d'autres actions violentes. Malgré les efforts déployés par l'une ou l'autre des parties pour limiter l'escalade, cette riposte risque de devenir incontrôlable.

La longue série d'assassinats et d'autres actes de sabotage commis par Israël en Iran s'est concentrée dans le passé sur les scientifiques nucléaires iraniens. Ces assassinats, contrairement aux mesures diplomatiques, n'ont pas empêché le programme nucléaire iranien de progresser jusqu'à son état actuel, c'est-à-dire au seuil de la possession de suffisamment de matières fissiles pour fabriquer une arme nucléaire.

De même, l'assassinat de Haniyeh ne fera rien pour freiner la violence du Hamas contre les Israéliens, que ce soit dans la bande de Gaza ou ailleurs. Haniyeh était une personnalité politique qui vivait en exil ces dernières années et qui semblait n'avoir que peu ou pas d'influence sur les activités militaires des éléments du Hamas à Gaza, ou même en être conscient. Le principal effet immédiat de l'assassinat sera d'entraver les négociations en vue d'un cessez-le-feu et de la libération des otages, en raison à la fois du rôle personnel de Haniyeh dans la diplomatie concernée et de l'augmentation générale de la tension et de l'animosité dans l'environnement entourant la diplomatie.

Ce dernier chapitre de la longue histoire israélienne des assassinats, tant clandestins que revendiqués, a récemment semblé passer en mode de pilotage automatique macabre, dans lequel les cibles à assassiner sont frappées sans apparemment se soucier des conséquences sur la sécurité non seulement des étrangers, mais aussi des Israéliens.

Cela a été particulièrement vrai pour les cibles du Hamas, mais aussi, dans le contexte des tensions croissantes le long de la frontière israélo-libanaise, pour celles du Hezbollah.

La démangeaison de la gâchette israélienne pour l'assassinat a été démontrée après qu'une roquette a frappé un terrain de football il y a quelques jours et tué 12 personnes – non pas des Israéliens dans ce que le monde reconnaît comme Israël, mais plutôt des Druzes dans un village sur les hauteurs du Golan syrien occupé (et annexé) par Israël. Les vives dénégations de responsabilité du Hezbollah sont crédibles compte tenu de la difficulté d'imaginer un motif possible pour le Hezbollah de cibler les Druzes dans la Syrie occupée.

La plupart des Druzes du plateau du Golan sont, malgré les années d'occupation israélienne, des citoyens syriens. Plutôt qu'une attaque intentionnelle du Hezbollah, la roquette meurtrière pourrait avoir été soit une munition mal dirigée par le Hezbollah, soit, ce qui est encore plus probable, un intercepteur israélien du Dôme de fer qui a manqué sa cible aérienne.

Malgré les indications antérieures d'une inclination israélienne à ne pas escalader directement vers une guerre totale avec le Hezbollah ou l'Iran, entraîner les États-Unis dans une guerre avec l'Iran est probablement un objectif de Netanyahou.

Cela servirait les multiples objectifs que la promotion constante par Israël de l'hostilité envers l'Iran a toujours servis – y compris détourner l'attention des propres actions d'Israël à Gaza et ailleurs – tout en laissant les États-Unis faire le gros du travail militaire, avec tous les coûts et les risques que cela implique.

Que Netanyahou atteigne ou non cet objectif, la dernière action d'Israël renforce son statut de l'un des États du Moyen-Orient les plus actifs en matière de terrorisme (et l'assassinat du chef politique du Hamas, Haniyeh, était un acte de terrorisme international selon la définition officielle des États-Unis) et de principale source d'instabilité régionale.

*Paul R. Pillar est chercheur principal non résident au Centre d'études de sécurité de l'université de Georgetown et chercheur non résident au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Il est également membre associé du Geneva Center for Security Policy.

**Responsible Statecraft**
**02 août, 2024**
**Traduit par Brahim Madaci**

# Poutine invite Maduro à une réunion du groupe BRICS en octobre prochain



**Le président vénézuélien Nicolas Maduro et son homologue russe Vladimir Poutine**

Le président russe Vladimir Poutine a invité son homologue vénézuélien Nicolás Maduro à participer à la réunion du groupe des BRICS qui se tiendra les 23 et 24 octobre dans la ville russe de Kazan pour examiner les domaines de coopération multilatérale, a annoncé Vendredi dernier, le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Yván Gil. *« Je suis sûr que votre participation personnelle enrichira le débat à venir, aidera à identifier les domaines prometteurs de la coopération multilatérale au profit de la majorité mondiale et contribuera sans aucun doute au développement progressif des relations russo-vénézuéliennes »*, indique la lettre diffusée par Gil sur le réseau social

Selon cette lettre, la réunion des BRICS donnera une « impulsion constructive pour résoudre les problèmes actuels sur les agendas régionaux et mondiaux », ainsi que favorisera la consolidation des efforts collectifs afin de construire un système de relations démocratiques équitables.

Le Venezuela espère rejoindre cette année, lors du sommet de Kazan, en tant que membre à part entière du groupe fondé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

À cet égard, Caracas a considéré qu'elle serait un partenaire fiable des BRICS, doté d'une « loyauté prouvée » et des principes d'indépendance, d'amitié, de solidarité et d'intérêts partagés que prône cette organisation.

Le gouvernement vénézuélien a assuré qu'il espère apporter ses ressources naturelles aux pays du bloc pour promouvoir des projets communs de développement économique.

Le 1er janvier, la Russie a assumé la présidence tournante du groupe BRICS pour 2024, année qui a débuté avec l'admission de nouveaux membres.

La présidence russe du groupe s'effectue sous la devise du renforcement du multilatéralisme dans l'intérêt d'un développement mondial juste et sûr.

**La Jornada 2 août 2024**

# Des économistes américains « dénoncent » l'économie chinoise



**Navires de guerre américains au large des côtes chinoises. L'économie socialiste de la Chine est considérée comme une menace pour le capitalisme américain. Les tarifs douaniers et les manœuvres de guerre sont donc utilisés pour menacer la République populaire.**

Par Chris Fry

*Mais leur article révèle involontairement comment les travailleurs chinois bénéficient du socialisme*

Les économistes bourgeois, toujours prêts à proclamer la disparition imminente du modèle économique socialiste de la République populaire de Chine (RPC), trouvent toutes les occasions de jeter l'opprobre sur le système économique chinois. Dans le même temps, ils consacrent leur énergie à proclamer la prétendue supériorité des économies capitalistes du monde impérialiste, de l'Europe et des États-Unis.

Et parfois, ils doivent pousser la logique et le bon sens jusqu'à faire croire à leurs maîtres milliardaires, aux travailleurs et aux opprimés d'ici, l'éternelle supériorité de l'hégémonie impérialiste américaine sur le système social et économique de la Chine, alors même que le Pentagone s'efforce de préparer sa guerre contre la RPC.

Le 16 juillet, le site web bourgeois Axios a publié un article intitulé Un problème majeur : le problème de consommation en Chine. L'article tente de dresser un tableau «sombre» de l'économie chinoise. Mais au lieu de cela, il finit par décrire quelque chose de tout à fait différent, une situation économique pour le peuple chinois qui contraste fortement avec la stagnation des revenus et les prix toujours élevés auxquels les travailleurs et les opprimés sont confrontés ici aux États-Unis.

**Voici quelques exemples :**

Suivez l'argent : La croissance du revenu des ménages [en Chine] est supérieure à celle des dépenses. Le revenu disponible par habitant a augmenté de 5,4 % au cours du premier semestre, par rapport à la même période de l'année précédente.

Selon Axios, il est regrettable que les travailleurs chinois aient augmenté leurs revenus à un point tel qu'ils placent une plus grande partie de leur argent dans l'épargne.

Aux États-Unis, 60 % des travailleurs vivent d'un salaire à l'autre, ce qui les met en danger, eux et leur famille, en cas de crise imprévue. Pourtant, les économistes bourgeois semblent croire que c'est une mauvaise chose pour les familles chinoises de pouvoir mettre de côté une partie de leurs revenus en cas d'urgence.

Il est important de rappeler que les banques en Chine, contrairement aux États-Unis, sont publiques, de sorte que l'épargne est utilisée pour financer le développement du pays au lieu de rachats d'actions et de manipulations de crypto-monnaies.

Deux autres signes de la faiblesse de la demande : Les prix augmentent à peine et les importations continuent de baisser, même si les exportations montent en flèche.

Pour les économistes bien informés d'Axios, c'est une mauvaise chose que le taux d'inflation en Chine soit d'une fraction de 1 %, alors qu'aux États-Unis, les travailleurs sont maintenant confrontés à un taux d'inflation d'environ

*suite à la page(16)*

Suite de la page (15)

4 %, avec des prix qui restent élevés après des hausses antérieures de plus de 9 % pour des produits essentiels tels que la nourriture et l'essence.

Pour ralentir le taux d'inflation aux États-Unis, la Réserve fédérale a augmenté les taux d'intérêt afin de faire délibérément grimper le taux de chômage, ralentissant ainsi la demande puisque les familles pauvres ne peuvent plus acheter. Bien sûr, le chômage augmente, et la hausse des taux hypothécaires et des loyers rend le logement décent inaccessible à notre classe sociale, en particulier aux jeunes travailleurs.

En Chine, les contrôles gouvernementaux sur les produits de base nécessaires maintiennent les prix sous contrôle.

**Vue d'ensemble :** L'économie chinoise a progressé de 4,7 % au dernier trimestre par rapport à la même période de l'année précédente.

L'industrie manufacturière en est le moteur, à la grande colère d'un nombre croissant de pays qui affirment que la Chine produit plus que son économie ne peut absorber. La production industrielle a augmenté de plus de 5 % par rapport à l'année précédente, soit un niveau à peine inférieur à celui observé en mai.

À titre de comparaison, l'économie américaine n'a enregistré qu'un taux de croissance de 1,9 % d'une année sur l'autre.

Ce qui n'est pas souligné dans cet article, c'est que la Chine est passée d'un taux de pauvreté de 98 % après la révolution de 1949 à moins de 1 % aujourd'hui, ce qui constitue une réussite stupéfiante et sans précédent. Pendant ce temps, aux États-Unis, le taux de pauvreté officiel en 2022 était de 11,5 %, avec 37,9 millions de personnes en situation de pauvreté.

**Le rêve de l'impérialisme américain d'un effondrement de la Chine se heurte à la réalité.**

Des articles comme celui d'Axios sont désormais monnaie courante. La guerre commerciale entre Trump et Biden et la Chine bat son plein, Biden sapant sa propre campagne contre le réchauffement climatique en imposant des droits de douane de 100 % sur les véhicules électriques chinois et Trump promettant des droits de douane de 60 % sur toutes les importations en provenance de Chine.

Bien entendu, ces mesures ne manqueront pas d'entraîner une hausse générale des prix et ne créeront pas beaucoup d'emplois pour les travailleurs d'ici. Mais quel que soit le vainqueur des prochaines élections, la classe des milliardaires et leurs larbins des deux partis à Washington rejetteront sans aucun doute la responsabilité de la crise actuelle sur la République populaire de Chine.

Avec les navires de guerre américains qui longent les côtes chinoises et les soldats américains stationnés sur des îles à quelques encablures des côtes chinoises, il existe une réelle menace que cette guerre économique se transforme en un conflit militaire massif, peut-être même nucléaire.

Les prix élevés de la nourriture et de l'essence, le manque de logements abordables, les prix astronomiques de l'éducation, des soins de santé et de la garde d'enfants, l'effondrement des infrastructures, les effets catastrophiques du réchauffement climatique, le système carcéral monstrueux, les milliards gaspillés dans l'industrie de la guerre, rien de tout cela n'est la faute de la classe ouvrière chinoise ou de son parti communiste. La faute en revient entièrement à la minuscule classe dirigeante parasitaire de milliardaires ici même, chez nous.

Nous devons expliquer à notre classe ici que l'extraordinaire développement de la Chine nous offre une lueur d'espoir. Il nous indique que la lutte menée ici pour donner plus de pouvoir aux travailleurs et aux communautés opprimées, pour arracher aux milliardaires la propriété et le contrôle de l'appareil productif, pour utiliser la planification scientifique afin de diriger à la fois la production et la distribution des biens et des services au lieu de la course aux profits massifs de Wall Street, tout cela peut offrir des avantages réels pour nous-mêmes et nos familles, ainsi que pour la planète dans son ensemble.

C'est ce qu'on appelle le socialisme révolutionnaire.

**Fighting Words 26 Juillet 2024**
**Traduction Bernard Tornare**
**5 Août 2024**

Suite de la page (13)



**Un bâtiment ciblé par une frappe israélienne dans le faubourg sud de Beyrouth, le 30 juillet. (Photo : Bilal Jawich / Xinhua News Agency)**

humains Gisha.

Dimanche, en réponse à une requête émanant d'organisations des droits humains, la haute cour d'Israël a ordonné au gouvernement « de l'informer de ses progrès en vue de la mise en place d'un mécanisme permanent en vue de l'évacuation médicale des Gazaouis malades et blessés », a rapporté The Times of Israel.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur de l'OMS, a annoncé que « 85 personnes malades et grièvement blessées », dont 35 enfants, avaient été évacuées mardi de Gaza vers Abu Dhabi pour des soins spécialisés. *« C'est la plus importante évacuation médicale depuis octobre 2023 », a-t-il dit, ajoutant que "63 membres de la famille et thérapeutes accompagnaient les patients ».*

Le Centre palestinien pour les droits humains (CPDH) a déclaré dimanche que "la fermeture actuelle des passages de Gaza, empêchant tout transfert de cas urgents et vitaux, montre clairement l'engagement israélien dans un génocide contre le peuple de Gaza ».

*« Ceux qui n'ont pas été tués par la machine de guerre d'Israël ne sont pas épargnés par le siège total et la fermeture complète de Gaza par Israël »*, a ajouté l'organisation de défense des droits, « *abandonnant ainsi des milliers de blessés et de malades à une mort certaine »*.

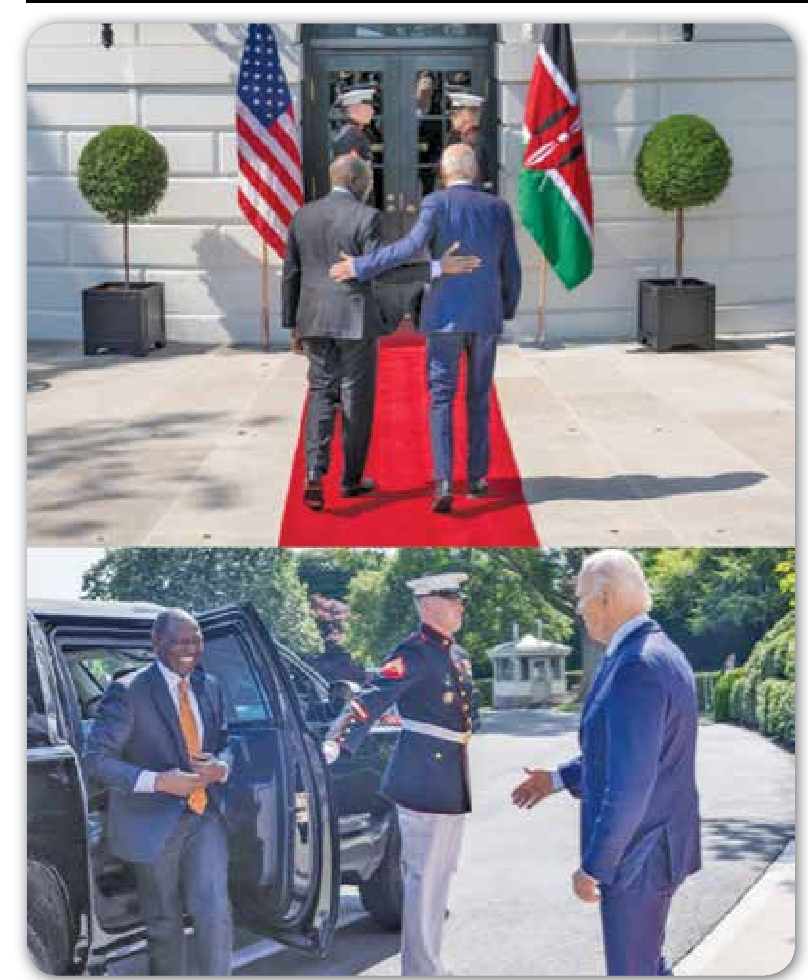
La mort est à toute la moins garantie par « la destruction délibérée par Israël du système des soins de santé et l'affaiblissement de ses toutes dernières ressources vitales », a déclaré le CPDH.

Quelque 14 000 patients malades et blessés, dont une grande partie d'enfants et de personnes âgées, requièrent des soins qui ne sont pas disponibles à Gaza.

Le CPDH estime que des centaines de personnes malades sont déjà mortes en raison de l'absence d'accès à des traitements médicaux, mais il n'y a « *pas de statistiques disponibles, à ce propos, en raison des perturbations dans le monitoring médical officiel et les systèmes de documentation ».*

**Electronic Intifada**
**Traduit de l'anglais par Jean-Marie Flémal**
**Charleroi pour la Palestine**
**Investig'Action »**
**1 août 2024**

Suite de la page (8)



**L'occupant de la Maison Blanche, Joe Biden, le 22 mai 2024 accueillant son homologue William Ruto.**

le constater, pratiquement tous les concernés parlaient d'un déploiement au mois de mai 2024 alors qu'on était déjà à la mi-mai.

A part la délégation de haut rang du Kenya et la visite de William Ruto à Washington démontrant que les préparatifs avançaient, aucune date n'était réellement arrêtée pour mettre l'expédition à l'exécution. D'ailleurs, les Républicains au Congrès américain étaient toujours vent debout, non pas contre l'intervention, mais de la manière dont la Maison Blanche avait essayé de contourner les élus du Congrès pour détourner au profit de l'Ukraine des fonds qui auraient dû venir à Haïti dans le cadre de cette mission. Selon ces élus Républicains très influents dans les deux Chambres du Congrès, ce sont des dizaines de millions de dollars d'équipements militaires destinés aux troupes kenyanes qui devaient être envoyés en Haïti qui auraient été détournés par l'Administration de Joe Biden et expédiés en secret à Kiev. C'est un média américain, *Politico*, très actif sur le dossier du débarquement, qui avait rapporté ces informations selon lesquelles les Républicains de la Chambre des représentants avaient l'œil sur le parcours des fonds tirés de diverses institutions publiques américaines.

Le mardi 21 mai 2024, *Politico* révélait la teneur d'un courrier qui était adressé à Antony Blinken, le Secrétaire d'État américain, par le Président de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre des représentants, Michael McCaul, un élu du Texas, associé à Jim Risch, un membre de la Commission des relations Extérieures du Sénat, élu de l'Idaho, missive dans laquelle les deux élus s'en prenaient ouvertement à Antony Blinken sur la façon dont il a autorisé le retrait des millions de dollars pour l'achat des armes et autres matériels de guerre pour aller combattre les gangs à Port-au-Prince. Par ailleurs, ce qui attiraient l'attention des haïtiens à la fin du mois de mai 2024 dans le processus du déploiement des kenyans, c'est l'absence remarquée des autorités canadiennes qui, rappelons-le, étaient au départ le porte-étendard de cette mission en Haïti. Ottawa paraissait même comme une sorte de sous-traitant de Washington qui déléguait au Premier ministre, Justin Trudeau, la mission d'aller vendre le projet du déploiement un peu partout, notamment, auprès des États de la Communauté caribéenne et ceux du continent africain.

Dès la demande officielle du Premier ministre Ariel Henry, en octobre 2022, le Canada avait pris le dossier en main que ce soit à New York, à l'ONU, à Washington auprès de l'OEA (Organisation des États Américains) et dans la CARICOM. On ne parlait que du Canada qui parcourait les capitales des Grandes et Petites Antilles afin de pousser ces anciens condominiums Britanniques aujourd'hui regroupés comme Ottawa au sein de l'organisation appelée *The Commonwealth,* l'équivalent de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) regroupant elle toutes les anciennes colonies françaises de collaborer à la mission.

Bref, depuis l'exil involontaire en Californie de l'ancien chef du gouvernement de la transition, Ariel Henry, le Canada se faisait discret, trop discret même pour certains, comme si le gouvernement canadien ne satisfait pas ou avait des réserves sur la tournure que prend l'Exécutif provisoire avec sa Pléiade de neuf (9) Conseillers présidentiels pour diriger la Transition. Selon des rumeurs circulant à Port-au-Prince et même au sein du *Core Group*, Ottawa ne souhaitait pas afficher un soutien sans borne au Conseil Présidentiel de Transition (CPT) comme il le faisait avec le Premier ministre de la première transition post-Jovenel Moïse entre 2021 et 2024 au vu du résultat et du bilan catastrophiques laissé par celui-ci. **(A suivre)**

**C.C**

# Un « excès », l'annonce de Blinken sur les élections vénézuéliennes, dit AMLO



Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO)

Le président Andrés Manuel López Obrador a qualifié d'« excès » l'annonce du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, de reconnaître comme vainqueur le candidat de l'opposition aux élections au Venezuela. *« Avec tout le respect que je vous dois, ce qu'ils ont fait hier de la part du Département d'État est un excès (...) qui ne leur correspond pas, ils vont trop loin, qui ne favorise pas la coexistence pacifique et harmonieuse des nations, cela n'a rien à voir avec la politique qui est inventée pour éviter la confrontation et la guerre ».*

Au cours d'une conférence matinale, où il a souligné qu'hier, lors de son entretien avec les présidents de la Colombie, Gustavo Petro, et du Brésil, Luis Ignacio Lula Da Silva, l'appel à ne pas tomber dans la violence et à attendre les résultats officiels des processus électoraux en la nation sud-américaine, a souligné : *« où est la loi, que dit le droit international en la matière, quel est son fondement, qui vous autorise à statuer en faveur d'un candidat si le procès-verbal n'est pas encore paru ? »*

López Obrador a lancé un appel *« respectueux à tous les gouvernements pour qu'il n'y ait pas d'interventionnisme. Aucun gouvernement n'est autorisé, il n'est pas légal, légitime, de rendre un jugement donnant perdant ou vainqueur à un candidat d'un autre pays, qu'est-ce que c'est s'il n'y a pas de gouvernement dans le monde, cela ne cadre pas avec la démocratie ou avec le respect de l'indépendance, de la liberté et de la souveraineté du peuple. »*

**La Jornada 2 Août 2024**

# Turquie : 103ème jour de grève des travailleurs de la métallurgie




**Des ouvriers en grève à l'usine Mersen**

Depuis plus de 100 jours, les travailleurs de l'usine Mersen, en Turquie, sont en grève pour réclamer le droit de se syndiquer et de négocier collectivement. Représentés par notre affilié Birleşik Metal-iş, ils se battent pour leurs droits depuis près de trois ans.

En juillet 2022, le ministre turc du Travail a reconnu le syndicat de l'usine de Gebze de Mersen, un fabricant français de produits électriques sous-traitant de l'industrie, mais la direction de Mersen s'est opposée à cette décision et a déposé un recours en justice pour bloquer le syndicat, empêchant ainsi les travailleurs d'exercer leurs droits. Malgré plusieurs décisions de justice en faveur du syndicat, l'employeur refuse de négocier.

Pendant la médiation, la direction a accru la pression sur les travailleurs en licenciant quatre syndicalistes en février, ce qui a déclenché une grève en avril. Mersen a poursuivi ses actions illégales, la direction forçant des non-grévistes à prendre des postes ne répondant pas à leur description afin de casser la grève, et en harcelant les travailleurs syndiqués.

*« Nous subissons la pluie, la boue et passons nos vacances dans cette tente depuis plus de 100 jours. Nous résisterons jusqu'à ce que nous obtenions nos droits »* a déclaré Halil Yap, un travailleur de Mersen.

Mehtap Bakir, un autre travailleur, a ajouté : « *Que ce soit pour 100 jours ou pour 1.000, nous ne fléchirons pas. Notre résistance est précieuse et porteuse d'espoir. »*

Özkan Atar, le président général de Birleşik Metal-iş, a pour sa part insisté que « *Nous persisterons. Nous invitons Mersen à respecter ses principes éthiques, à reconnaître notre syndicat et à entamer des négociations en vue d'une négociation collective. »*

« *Tout notre soutien et notre solidarité vont aux grévistes de Mersen maintenant. La victoire sourira à ceux qui résistent ! La lutte continue, »* a déclaré Kemal Özkan, secrétaire général adjoint d'IndustriALL.

Le 28 mai dernier, Birleşik Metal-iş a donné une conférence de presse devant le consulat de France et remis à son personnel un dossier répertoriant ces violations.

**IndustriALL 30 juillet 2024**

# Yémen : Manifestation dénonçant les crimes contre les dirigeants de l'Axe de la Résistance



**Les manifestants ont dénoncé la mort des deux héros comme des « crimes brutaux » perpétrés avec le soutien des États-Unis.**

Au Yémen, des milliers de personnes ont participé à une marche sur la place Al-Sabeen, dans la capitale Sanaa, pour dénoncer l'assassinat des dirigeants Ismail Haniyeh et Fouad Shokr par l'occupation israélienne.

Sous le slogan « *En loyauté envers le sang des martyrs... avec Gaza jusqu'à la victoire »*, les manifestations ont couvert les gouvernorats de Saada, Raymah, Ma'rib, Amran, Ibb et Taiz. Les manifestants ont dénoncé la mort des deux héros comme des « crimes brutaux » perpétrés avec le soutien des États-Unis et ont assuré que leur sacrifice « *renforcera la résistance et la lutte pour obtenir de plus grandes victoires ».*

De nombreuses personnes présentes ont confirmé la poursuite des opérations militaires, des activités et événements officiels et populaires, ainsi que des mobilisations, des boycotts et des dons en faveur du peuple levantin.

Mardi soir, le régime sioniste a attaqué un immeuble résidentiel dans la banlieue sud de Beyrouth, tuant le commandant en chef de la Résistance libanaise (Hezbollah), Fouad Shokr. Quelques heures plus tard, l'occupation a provoqué la mort du chef du Bureau politique du mouvement de résistance palestinien (Hamas), Ismail Haniyeh, au nord de Téhéran, la capitale de l'Iran.

**Al Mayadeen 2 août 2024**

# Le Niger rompt les relations diplomatiques avec l'Ukraine



**Le colonel-major Abdourahamane Amadou, membre du Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie (CNSP) nigérien.**

*Quarante-huit heures après le Mali, les autorités du Niger ont aussi annoncé la rupture des relations diplomatiques avec l'Ukraine.*

Le Niger rompt, avec effet immédiat, les relations diplomatiques avec l'Ukraine, a annoncé ce mardi 6 août le colonel-major Abdourahamane Amadou, membre du Conseil national pour la sauvegarde de la Patrie (CNSP) nigérien.

*«Considérant la gravité de la situation et l'implication reconnue et assumée de l'Ukraine dans l'agression du Mali, le gouvernement du Niger, totalement solidaire du gouvernement et du peuple maliens, décide en toute souveraineté (…) : 1. La rupture avec effet immédiat des relations diplomatiques entre le Niger et l'Ukraine. 2. La saisine du Conseil de sécurité des Nations unies en vue de statuer sur l'agression ukrainienne et de ses sponsors»*, a indiqué Amadou.

Le Niger *«rend un vibrant hommage à toutes les victimes civiles et militaires tombées au champ d'honneur et s'incline devant leur mémoire»*, a-t-il ajouté.

Selon le responsable, le gouvernement nigérien *«a appris avec une grande stupéfaction et une profonde indignation les propos subversifs et inacceptables d'Andriy Yusov, porte-parole de l'Agence ukrainienne de renseignement militaire, appuyés par ceux, encore plus indécents, de l'ambassadeur ukrainien au Sénégal, Yuri Pivovarov, apportant un soutien sans équivoque à la coalition de groupes terroristes auteurs de l'attaque lâche et barbare»* perpétrée à Tinzaouaten contre les forces armées maliennes (FAMA).

Les autorités nigériennes réaffirment leur soutien indéfectible aux FAMA dans leur noble combat pour la liberté et l'intégrité territoriale du Mali, et condamnent *«cet acte d'agression caractérisé, synonyme de soutien au terrorisme international et de violations flagrantes de la Charte des Nations unies et du droit international en général»*.

**Sputnik Afrique 6 Août 2024**

# Arreaza qualifie Almagro de « tueur à gages général de l'OEA » pour son attaque contre le Venezuela

*Le secrétaire de l'organisation hémisphérique a préconisé de porter plainte contre le président réélu, Nicolás Maduro, devant la Cour pénale internationale (CPI).*

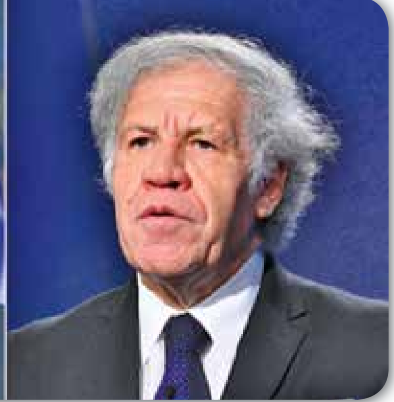
Le secrétaire exécutif de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA-TCP), Jorge Arreaza, a répondu aux menaces proférées par le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, contre le président réélu du Venezuela, Nicolas Maduro.

La veille, Almagro avait exhorté l'OEA à porter plainte contre le président vénézuélien devant la Cour pénale internationale (CPI) et à exiger un mandat d'arrêt, après avoir semé le doute sur le résultat des élections du 28 juillet.

En réponse, Arreaza a écrit sur le réseau social : Dans son interaction, le secrétaire de l'ALBA-TCP a rappelé qu'Almagro était l'une des voix qui ont le plus activement appelé à une invasion contre le Venezuela et « a alimenté la confrontation pour générer des bains de sang dans le pays ». *« Il essaie toujours d'amener la CIA à augmenter son allocation »*, a-t-il conclu. Arreaza qualifie Almagro de « *tueur à gages général de l'OEA* » pour son attaque contre le Venezuela

Les déclarations d'Almagro ont eu lieu mercredi, lors d'une session de l'OEA convoquée pour débattre du résultat des élections au Venezuela, malgré le fait que ce pays n'appartient plus au conclave depuis 2019.

Cependant, lors de cette réunion, la tentative d'approuver une résolution sur les élections vénézuéliennes a échoué, dans une réunion où l'absence du Mexique a été soulignée, dont le président, Andrés Manuel López Obrador, a montré son désaccord avec l'attitude de partialité de l'organisation.

**Le secrétaire général de l'ALBA, Jorge Arreaza, et le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro**

**RT 1er Août 2024**






**ATTORNEY**

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

**AUTO DONATIONS**

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

**HEALTH**

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

**HEALTH**

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

**HEALTH**

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

**HEALTH**

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

**HELP WANTED**

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

**HELP WANTED**

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

**HOME IMPROVEMENT**

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

**MISCELLANEOUS**

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

**SERVICES**

PEST CONTROL: PROTECT

# Viêt Nam : To Lam est élu chef suprême du Parti communiste



**Dans son premier discours en tant que chef du Parti communiste, To Lam s'est engagé à suivre la ligne fixée par l'ancien président Nguyen Phu Trong.**

*Le Parti communiste vietnamien a nommé samedi le président To Lam à la tête du pays, à la suite du décès il y a deux semaines de son prédécesseur, Nguyen Phu Trong.*

To Lam, qui occupait déjà ce poste par intérim depuis le 18 juillet, a été élu à l'unanimité par les membres du Comité central du Parti communiste de la capitale Hanoï. Dans son premier discours en tant que chef du parti, Lam s'est engagée à suivre la ligne établie par l'ancien président Nguyen Phu Trong, qui dirigeait le parti depuis 2011.

Le nouveau président s'est engagé à maximiser l'esprit d'"autodétermination, de confiance en soi, d'autosuffisance, de résilience et de fierté nationale". Il a également promis d'"accélérer" une campagne anti-corruption qui a touché des milliers de personnes dans ce pays asiatique.

"Nous avons gagné la confiance du peuple et des amis internationaux dans notre lutte" contre la corruption, a ajouté To Lam lors d'une conférence de presse.

Le secrétaire général du Parti communiste est la figure la plus puissante de la direction vietnamienne, tandis que le président a un rôle plus cérémoniel.

**TéléSUR 3 août 2024**

# Hommage au héros vietnamien Nguyễn Phú Trọng

Par Paddy Colligan

*Nguyễn Phú Trọng, secrétaire général du Parti communiste du Vietnam, secrétaire de la Commission militaire centrale du Parti communiste et président de l'Assemblée nationale, est décédé le 19 juillet 2024, à l'âge de 80 ans. Trọng était largement respecté pour ses contributions idéologiques ainsi que pour son leadership de longue date sur les questions économiques et politiques.*

Il a été membre du Parti communiste pendant 55 ans et a dirigé le parti depuis 2014. Il a également été président du Vietnam de 2018 à 2021, l'un des trois seuls dirigeants à avoir occupé simultanément la présidence et le poste le plus élevé du parti (l'un des autres étant Ho Chi Minh).

Le camarade Trọng, qui avait la réputation personnelle d'être incorruptible, s'est concentré sur la lutte contre la corruption et l'amélioration de la discipline du parti. Il a encouragé les jeunes à participer à la vie politique vietnamienne, a élevé le niveau de conscience politique dans l'armée et a institué la « fournaise ardente », une campagne agressive contre la corruption qu'il considérait comme une menace pour la construction réussie d'une société socialiste.

**Nguyễn Phú Trọng, décembre 2023 (crédit : Phuong Hoa/TTXVN)**

En dénonçant des milliers d'actes de corruption commis par des employés du secteur public, la campagne de Trọng sur la fournaise ardente a sensibilisé à la corruption et vise à dissuader sa poursuite. Elle est populaire auprès de nombreux Vietnamiens, mais les investisseurs étrangers s'en plaignent Le secrétaire général Trọng a également joué un rôle important dans la définition de la position du Vietnam sur la scène internationale. Qualifiant son approche de « diplomatie du bambou », il a cherché à équilibrer les relations dans le monde multipolaire en développement d'aujourd'hui. Le Vietnam entretient de bonnes relations diplomatiques et économiques avec la Chine, les États-Unis, le Japon et la Russie, ainsi qu'avec les pays voisins et l'Inde.

Le gouvernement vietnamien a reçu les condoléances des États-Unis, de la Chine, du Japon et de la Russie, ainsi que de nombreux autres pays, pour le décès de Nguyễn Phú Trọng. Le secrétaire général Trọng a également maintenu des liens particulièrement étroits avec Cuba, un pays qu'il a visité à plusieurs reprises. Il a souligné que le Vietnam comprenait les graves défis auxquels Cuba continue de faire face.

La mort du camarade Nguyễn Phú Trọng est une perte pour le Vietnam en cette période critique. Le Vietnam a noué des relations risquées avec les États-Unis, qui n'ont évidemment pas à cœur les intérêts du Vietnam socialiste. Il existe des forces au Vietnam qui continueront à maintenir un équilibre délicat. Les amis du Vietnam doivent également être à l'affût des occasions de montrer leur solidarité avec ce pays qui a pu accomplir tant de choses sous la direction de combattants héroïques comme Nguyễn Phú Trọng.

**Workers World 2 août 2024**



